



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2615
14 septembre 2018
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE

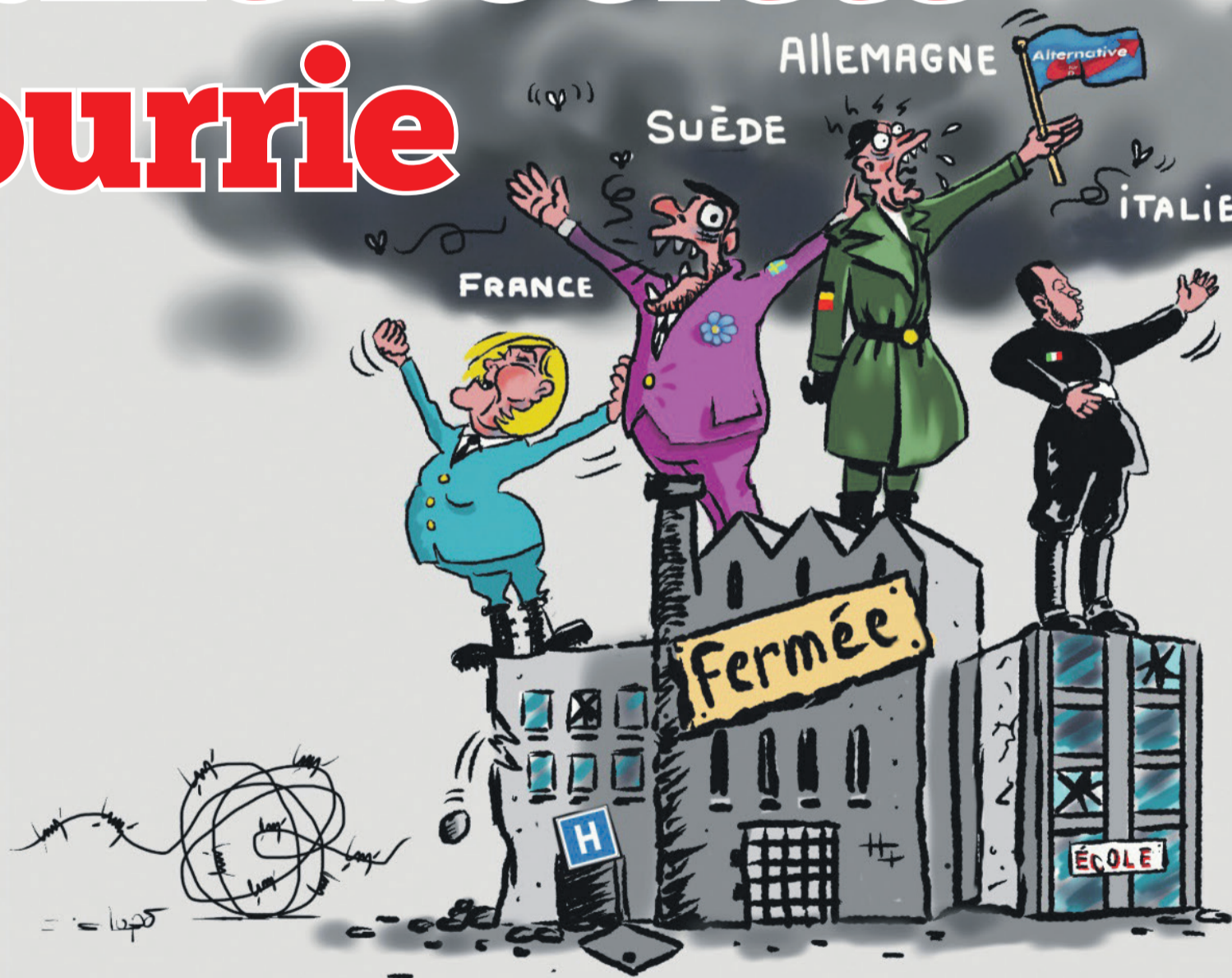
Le journal
d'Arlette Laguiller

OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Montée de l'extrême droite

Fruit pourri d'une société pourrie



**Recomposition
à gauche ?**

**Merci, on a déjà
donné**

Page 5

Irak

**Révoltes
contre
le pouvoir**

Page 9

**Hôpitaux
psychiatriques**

**Non à l'usine
à soins !**

Page 15

L'extrême droite xénophobe : un danger pour tous les travailleurs

Ces dernières semaines à Chemnitz, à la suite d'une rixe ayant entraîné la mort d'un Allemand, des manifestations avec salut nazi et des chasses à l'homme ont eu lieu. Des étrangers, un restaurateur juif et des militants de gauche ont été agressés. Le tout avec la complaisance de la police et du ministre de l'Intérieur, qui a expliqué qu'il « *serait descendu dans la rue* » s'il n'avait pas été ministre. La percée électorale de l'extrême droite allemande, ces dernières années, pèse sur toute la vie politique et sociale dans un sens réactionnaire.

Dimanche, en Suède, un parti d'extrême droite a également progressé aux élections, obtenant près de 18% des voix. Composé d'anciens néo-nazis, ce parti a fait campagne contre les réfugiés, envers lesquels l'ensemble des partis durcissent maintenant le ton.

Pour l'instant, en Europe, l'extrême droite s'affirme surtout sur le plan électoral. En Autriche, un parti fondé par un ancien officier SS partage le pouvoir avec la droite. En Hongrie, le Premier ministre Viktor Orbán, xénophobe sans complexe, refuse l'accueil des réfugiés. En Italie, la Ligue, d'extrême droite, est aussi au gouvernement.

Ces succès électoraux ont déjà des conséquences concrètes. Cet été, le gouvernement italien dont Matteo Salvini est ministre de l'Intérieur a fermé les ports italiens aux bateaux de migrants recueillis en Méditerranée et a attaqué les organisations humanitaires qui tentent de les secourir. Les réfugiés sont maintenant sommés de retourner dans l'enfer libyen. Au fil des mois, pour celles et ceux qui fuient des guerres, des dictatures ou simplement la misère, l'Europe se transforme en une forteresse de plus en plus inaccessible.

Ces partis xénophobes ont trouvé dans les campagnes contre les migrants non seulement un procédé pour avoir des voix en spéculant sur les peurs et les préjugés, mais ils utilisent la question des migrants pour faire oublier les autres. Une fois aux affaires, ils ne résolvent aucun des problèmes auxquels le monde du travail est confronté, bien au contraire. En Autriche, le gouvernement a allongé le temps de travail, au bonheur des patrons : la journée de 12 heures (au lieu de 10) et la semaine de 60 heures (au lieu de 50) sont maintenant légales. En Italie, les partis au pouvoir avaient promis de s'attaquer à la préca-

rité, ils s'étaient engagés à avancer l'âge de départ à la retraite, à augmenter les pensions et à créer un revenu minimum. Ces promesses sont en train de s'éloigner. L'extrême droite défend en réalité les intérêts de la classe capitaliste. Son modèle, c'est Donald Trump, ce multimilliardaire qui tonne contre les élites et... a fait adopter la réforme fiscale la plus favorable aux riches que les États-Unis aient connue. Pour les travailleurs, l'extrême droite ne représente pas une solution, elle fait partie du problème.

Car en désignant les migrants comme boucs émissaires, Le Pen et ses amis voudraient dresser des travailleurs contre d'autres, souvent encore plus pauvres. Cette division serait lourde de danger. À l'inverse, les xénophobes dédouanent les capitalistes. Ce sont pourtant eux, et non les migrants, qui licencient, ferment des usines et ruinent des villes entières. C'est le capitalisme qui provoque cette crise sans fin.

L'extrême droite pousse sur le fumier de cette crise et s'appuie sur la dégradation des conditions de vie des classes populaires, pour engranger des voix d'abord. Mais des succès électoraux peuvent préparer des coups de poing et de matraque, comme à Chemnitz, ou pire encore. Les événements des derniers jours sont un avertissement. Si des migrants, des musulmans ou des juifs sont les premiers visés par des nerfis d'extrême droite, ceux-ci s'en prendront ensuite, comme les fascistes le firent par le passé, à tous les travailleurs qui veulent se défendre. Et au-delà, c'est toute la société qui est menacée.

Il s'agit pour la classe ouvrière de sa survie. Cela ne peut passer par des combines électorales : seule la lutte de classe permet aux travailleurs, quelles que soient leur nationalité, leur religion ou leur couleur de peau, de lutter pour leurs intérêts. Par le passé, c'est ainsi que le monde du travail a pu se défendre et améliorer sa condition.

Mais il faut aussi nous débarrasser pour de bon des menaces que le capitalisme fait peser, y compris des menaces représentées par cette extrême droite xénophobe. Pour cela, il nous faudra pousser cette lutte de classe jusqu'au bout, jusqu'à l'expropriation de cette bourgeoisie parasitaire qui ruine toute la société.

Au sommaire

LEUR SOCIÉTÉ

Plan pauvreté : le président des riches joue les bonnes âmes 3



Sécurité sociale : le gouvernement fait main basse sur le budget 3

Représentation des salariés : une attaque contre le monde du travail 4

Réforme des Prud'hommes : arbitraire patronal sans frein 4

Recomposition à gauche : merci, on a déjà donné 4



De Ruyg : l'opportunisme couronné 5

9 octobre : dans la rue contre la politique des patrons 6

Sports : l'ex-championne à la rame 6

Éducation : la rentrée au rabais 7

Collège Joliot-Curie - Pantin : rentrée sous tension 7

Puy du Fou : Réac académie 7

Rentrée étudiante : un parcours... vers le privé ? 11

Arrêts de travail : attaques à l'horizon 11

Monoprix - Paris : les magasins devront fermer à 21 heures 11

Climat : les pyromanes ne seront pas les pompiers 16



Aide au développement... des profits des capitalistes 16

DANS LE MONDE

Suède : l'extrême droite capitalise les mécontentements 8

Migrants en Méditerranée : noyés faute de secours 8

Afghanistan : la mort d'un ancien protégé de l'impérialisme 8

Irak : la révolte de la population de Bassora 9

Syrie : sept ans de guerre civile 9

ENTREPRISES

McDonald's - Marseille 12

Ondulys - Saint-Quentin 12

Pôle emploi 12

CHRU - Nancy 12

Toyota - Onnaing 13

Laurent Retread - Avallon 13

Alstom - Belfort 13

SNCF - Lyon 14

TAO - Orléans 14

Ehpad - Territoire de Belfort 14

Hôpitaux psychiatriques 15



IL Y A 10 ANS

Septembre 2008 : de la crise des « subprimes » à la crise tout court 10

IL Y A 80 ANS

La Quatrième Internationale : un programme toujours d'actualité 16

Plan pauvreté: le président des riches joue les bonnes âmes



Inquiet des sondages confirmant la détestation croissante dont il fait l'objet, Macron s'est finalement décidé à annoncer lui-même, jeudi 13 septembre au musée de l'Homme, les grandes orientations du plan pauvreté qu'il avait repoussé cet été sous prétexte des réjouissances du Mondial de football.

Après avoir savamment orchestré sa visite lundi 10 septembre dans un centre d'ATD Quart monde, le président des riches a avancé un plan censé être ambitieux. Sa logique affichée serait d'aider les pauvres à surmonter les obstacles qui les empêchent de s'en sortir. Les auteurs du plan pauvreté ne se demandent pas comment assurer un revenu décent à tous, et encore moins de prendre les mesures pour empêcher qu'une fraction croissante du monde du travail tombe dans la misère.

Macron a ainsi parlé de prévention dès le plus jeune âge, avec des bonus pour les crèches accueillant des enfants défavorisés ou encore de la mise en place de petits déjeuners dans les écoles situées en zone prioritaire. Il propose un accompagnement renforcé des jeunes

vers l'emploi avec une formation obligatoire jusqu'à 18 ans ou encore des aides à la garde d'enfant pour faciliter la reprise du travail. Macron s'est aussi présenté comme voulant améliorer l'accès aux soins par l'extension de la CMU, en donnant accès à une complémentaire santé moins coûteuse.

Toutes ces mesures, si elles rentrent effectivement en application, et si elles ne se substituent pas à d'autres déjà existantes, aideront peut-être les familles qui n'arrivent plus à s'en sortir. Mais verront-elles seulement un début d'application tant la question des moyens reste floue? Macron dénonçait encore récemment « *le pognon de dingue* » consacré aux aides sociales. Leur nouveau mode de calcul basé sur les revenus réels, qui doit rentrer en application prochainement, devrait

réduire de près d'un milliard les montants distribués. Quant aux augmentations promises du minimum vieillesse ou de l'allocation adulte handicapé elles ne permettront pas de dépasser le seuil officiel de pauvreté.

L'aggravation de la pauvreté ne touche pas seulement les membres des classes populaires privés de tout emploi, mais aussi de nombreux travailleurs dont les salaires ne permettent plus de vivre décemment. Le Secours populaire a confirmé qu'il constate la détérioration de la situation, les difficultés croissantes à s'alimenter correctement, à payer la cantine des enfants où ils reçoivent parfois leur seul vrai repas de la journée. L'association souligne la généralisation des congés passés à la maison, le renoncement croissant aux soins, toujours moins remboursés ou parce qu'il devient impossible d'avancer les frais.

Macron voudrait se donner une image plus sociale, feignant de se pencher sur le sort des plus pauvres. Mais toute sa politique aggrave la situation de l'ensemble des classes populaires. Il ne fait pas que puiser dans les caisses de l'État pour donner toujours plus aux classes riches, aux parasites de la finance, aux nababs du CAC 40. Mais les mesures qu'il fait adopter tambour battant aggravent l'exploitation, précarisent le monde du travail et en précipitent une partie dans la misère.

Gilles Boti

Sécurité sociale: le gouvernement fait main basse sur le budget

Le gouvernement affine ses mauvais coups contre la Sécurité sociale. Il a demandé un rapport pour le conseiller sur la manière de détourner chaque année des dizaines de milliards d'euros au détriment de son budget.

En effet, depuis décembre 2017 et l'adoption de la dernière loi de finances, le gouvernement s'est octroyé le droit de détourner à son profit, à partir de 2019, ce qui dans l'excédent de ce budget dépassera le seuil de 0,8% du PIB, soit 20 milliards d'euros. Car après seize années de déficit, le budget, quasiment à l'équilibre en 2018, devrait devenir excédentaire dans les prochaines années. La Cour des comptes prévoit que l'État pourrait ainsi lui soustraire 24 milliards d'euros en 2024.

Le rapport préconise par exemple d'abandonner la règle prévoyant en principe la compensation des exonérations de cotisations. Depuis 1994, ces exonérations doivent être compensées par l'État, officiellement pour ne pas pénaliser le budget de la Sécurité sociale. En fait, cette compensation obligatoire avait été très souvent battue en brèche, et les exceptions ont été nombreuses. Les experts préconisent simplement de multiplier les non compensations. Ainsi, les baisses de cotisations accordées cette année aux entreprises pour se substituer au CICE ne

seraient compensées qu'à 50% par l'État.

Dans le passé, ces non compensations avaient contribué, parmi bien d'autres mesures gouvernementales, à creuser le déficit officiel, le fameux trou de la Sécurité sociale. Le gouvernement avait lui-même concédé des cadeaux aux entreprises, puis exigé des salariés, des retraités et des familles qu'ils comblerent ce déficit par des soins et médicaments moins remboursés et l'augmentation du reste à charge, la dégradation des soins médicaux, des mesures contre les retraités et les futurs retraités, contre les familles... Ce que le gouvernement appelle le retour à l'équilibre n'est que le résultat comptable de ces attaques.

Maintenant que ces mesures antisociales atteignent leur pleine efficacité et pourraient dégager des excédents considérables, au lieu de revenir à une couverture sociale plus correcte, le gouvernement veut s'en attribuer une grande part pour mieux pouvoir le redistribuer aux plus riches.

Bertrand Gordes

AGENDA

Les fêtes régionales de Lutte ouvrière

Lyon

Samedi 22 septembre
à partir de 17 heures
et dimanche 23 septembre
de 11 h 30 à 19 heures
Espace Mosaïque
à Saint-Priest
Allocution
de Nathalie Arthaud
le samedi à 19 heures

Reims

Dimanche 23 septembre
à partir de 11 heures
Salle Rossini

Toulouse

Samedi 29 septembre
à partir de 18 heures
et dimanche 30 septembre
de 11 heures à 18 heures
Parc des expositions
Allocution de Nathalie Arthaud
le dimanche à 15 heures

Rennes

Samedi 29 septembre
à partir de 15 heures
Centre social Carrefour 18
Allocution de Nathalie Arthaud
à 18 h 30

Tours

Samedi 6 octobre
à partir de 14 h 30
Salle des fêtes
de Saint-Pierre-des-Corps
Allocution
de Nathalie Arthaud
à 19 heures

Besançon

Samedi 6 octobre
à partir de 15 heures
Salle
de la Malcombe

Grenoble

Samedi 13 octobre
à partir de 15 heures
Salle des fêtes
d'Échirolles

Lille

Samedi 13 octobre
à partir de 15 heures
Espace Concorde,
rue Carpeaux
Villeneuve-d'Ascq
Allocution
de Nathalie Arthaud
à 19 heures



Représentation des salariés : une attaque contre le monde du travail

En 2017, la loi Macron contre le Code du travail a engagé une transformation de la représentation des salariés dans les entreprises. En instaurant le comité social et économique (CSE) le gouvernement a donné des armes au patronat pour réduire les moyens des syndicats, et en fait s'attaquer à la représentation des travailleurs.

Désormais, dans toutes les entreprises de plus de onze salariés, au lieu d'élus délégués du personnel, au comité d'entreprise (CE) et aux comités hygiène sécurité et conditions de travail (CHSCT), il n'existera plus que des élus au CSE, institution devant remplacer les trois autres avant le 1^{er} janvier 2020. Cette loi faite sur mesure pour les patrons permet de réduire de façon drastique le nombre d'élus et les moyens qui leur sont attribués dans toutes les entreprises. De plus, la façon de comptabiliser les effectifs (intérimaires, prestataires, etc.), ainsi que la possibilité de découper les entreprises en établissements distincts offrent des moyens supplémentaires

au patronat pour réduire la représentation des travailleurs. En imposant une révision complète des normes de représentation, la loi permet au patronat de revenir sur une grande partie de ce qu'il avait dû concéder aux syndicats durant les décennies précédentes. Pour l'ensemble des douze usines Renault, par exemple, le nombre de délégués passerait de 928 à 554.

Dans les entreprises où le CSE a déjà été mis en place et les élections faites, la diminution du nombre d'élus est d'environ 30 à 40%. En revanche, la baisse du nombre d'heures de délégation est un peu moindre, sans tenir compte des heures de réunion du CSE qui promettent d'être particulièrement

longues. Des délégués moins nombreux se retrouveraient ainsi engloutis dans des institutions représentatives encore plus éloignées des salariés. Par exemple, au vu du projet actuel de la direction de la SNCF, la CGT parle d'une réduction de 80% du nombre des élus et des moyens en heures de délégation. Un secteur allant de Rennes à Toulouse pourrait ne comporter que 27 délégués titulaires et 27 suppléants, pour tous les syndicats.

Un autre aspect de la loi impose, sous prétexte de non cumul des mandats, qu'un délégué n'en fasse pas plus de trois successifs. Au bout de douze ans, il se retrouverait donc sans mandat... et sans protection. De quoi hésiter à se porter candidat.

Le patronat voudrait ainsi garder des délégués, mais coupés de la base et complètement immergés dans des instances lointaines, et en même temps s'attaquer aux militants dans les ateliers et les bureaux. D'ailleurs, les



Une fonction en voie de disparition.

quelques représentants de proximité que les syndicats pourraient obtenir en plus de la loi ne seront plus élus par les travailleurs mais désignés par les syndicats.

Cette loi est une attaque frontale contre les travailleurs, car c'est leurs capacités d'organisation et d'expression que le patronat veut réduire en s'en prenant aux militants syndicaux. Depuis des décennies, les capitalistes ont cherché à intégrer les syndicats, à leur donner un prétendu rôle de gestionnaires pour leur rogner les dents, mais ils n'ont jamais pu empêcher que des militants surgissent dans les entreprises pour

contester l'exploitation et non pour se soumettre, arrivant à faire vivre des syndicats combattifs. Avec les CSE, le patronat profite de la crise et des reculs de la classe ouvrière pour mener sa guerre contre le monde du travail. Il ne l'a pas pour autant gagnée.

Depuis qu'elle existe, la classe ouvrière a su s'organiser, donner naissance à ses propres organisations et à des syndicats, quelles que soient les circonstances. Alors, malgré ces attaques, les travailleurs et les militants syndicaux sauront trouver les moyens de mener leur lutte.

Marion Ajar

Réforme des Prud'hommes : arbitraire patronal sans frein

Muriel Pénicaud, la ministre du Travail, s'est félicitée de la baisse du nombre de recours de salariés aux conseils de prud'hommes.

Selon le bilan annuel du ministère du Travail, ceux-ci ont reculé de 15% entre 2016 et 2017. Mais il n'y a évidemment aucune baisse de la délinquance patronale en matière de licenciements abusifs ou de salaires non payés. Ce qui a chuté, ce sont les possibilités de recours et d'indemnisation des travailleurs, suite aux reculs imposés par les différents gouvernements ces dernières années.

Ainsi, les ordonnances Macron promulguées en septembre 2017 ont considérablement réduit les indemnités en cas de licenciement abusif. D'une part, ces indemnités ont été plafonnées et non plus soumises à l'appréciation des juges, alors qu'il s'agit de violations de la loi par les patrons. Ainsi, les dommages et intérêts sont plafonnés à vingt mois de salaire, pour un salarié ayant trente ans

d'ancienneté. Mais surtout, les indemnités minimales que touchent bien souvent les salariés ont été largement amputées: avant 2017, le salarié ayant deux ans d'ancienneté recevait une indemnité équivalant au minimum à six mois de son salaire brut. Aujourd'hui, au-delà de deux ans d'ancienneté, ce minimum restera fixé à trois mois quelle que soit celle-ci. C'est ce que le gouvernement a appelé cyniquement la «*sécurisation de la relation de travail*»,

alors qu'il s'agit de pouvoir jeter à la rue un salarié à moindre frais.

C'est évidemment ce barème d'indemnités ridicules qui permet au patronat de tordre le bras des travailleurs en leur faisant signer des ruptures conventionnelles, déjà en constante augmentation depuis leur instauration sous Sarkozy en 2008.

Enfin les ordonnances Macron ont réduit à 12 mois le délai pour contester un licenciement abusif alors

qu'il était de 24 mois précédemment et encore de cinq ans il y a quelques années.

Mais une autre loi scélérate a aussi largement entraîné la baisse du recours aux Prud'hommes sous Hollande, avec la loi de 2015 déjà due à Macron, alors son ministre de l'Économie.

Alors que, jusque-là, un salarié pouvait saisir les Prud'hommes sans formalités et sans avocat, il doit aujourd'hui remplir un formulaire Cerfa de sept pages, constituer un dossier

complet avec contrat de travail, fiches de paye, lettre de licenciement et motiver sa requête. Il y a de quoi décourager nombre de travailleurs qui ne peuvent se payer un avocat, d'autant que la durée moyenne des procédures, proche d'un an et demi, ne cesse de s'allonger et atteint deux ans à Nanterre ou Bobigny.

Alors qu'en 2015 il y avait plus de 184 000 recours aux Prud'hommes, ce nombre est donc tombé à 149 000 en 2016 et à 127 000 aujourd'hui. Bon nombre de travailleurs se disent que se lancer dans cette procédure peut coûter cher en temps ou en argent sans rapporter bien gros.

Ce gouvernement, après le précédent, remplit donc bien sa mission: il absout la délinquance patronale en supprimant même le maigre recours légal contre les licenciements abusifs que représentaient les Prud'hommes.

Les travailleurs aujourd'hui floués et escroqués auront bien des comptes à régler avec ce système.

Christian Bernac



Une des manifestations contre les ordonnances Macron.



Mélenchon en compagnie des socialistes Hamon et, derrière lui, Maurel, en septembre 2017.

Recomposition à gauche ? **Merci, on a déjà donné**

Des représentants de presque toutes les chapelles de la gauche gouvernementales sont retrouvés à Marseille, dimanche 9 septembre. L'occasion leur en était donnée par l'un d'entre eux, Emmanuel Maurel, frondeur resté au PS après les débâcles électorales de 2017.

Constatant que la reconstruction du PS serait une tâche digne de Sisyphe, Maurel tente d'élargir son audience et invite largement. Chacun y est donc allé de son couplet sur « l'unité nécessaire ». Jean-Luc Mélenchon a fait un appel direct à la gauche du PS qui n'y a pas été insensible, semble-t-il. *L'Humanité*, le quotidien du PCF, note avec satisfaction que « la recomposition va bon train ».

Mais, si les mots ont un sens, cette recomposition ne pourrait être qu'une nouvelle mouture de l'union de la gauche, telle qu'elle a gouverné sous Mitterrand ou sous Jospin. Bien entendu, les uns et les autres préfèrent oublier l'épisode Hollande, qu'ils ont pourtant tous porté sur les fonts baptismaux. Mais en quoi les travailleurs auraient-ils

intérêt à repartir pour une expérience de ce genre, dans laquelle les promesses des politiciens de gauche ont débouché sur une politique semblable à celle des gouvernements de droite ?

Les différents partis de gauche ne proposent même pas, ce qui serait pourtant un minimum, de revenir sur les réformes anti-ouvrières de Macron, pas plus d'ailleurs que sur celles de Hollande. Ils se contentent de discours creux sur la République, les services publics, la répartition des richesses, la transition écologique, mille fois entendus et jamais suivis d'effets lorsque les orateurs deviennent ministres. Arrivés au gouvernement, leurs prédécesseurs à la tête de la gauche se sont inclinés et ont fait la politique exigée par le grand patronat. Cela

a entraîné une démoralisation des travailleurs, une hémorragie de militants, un affaiblissement des organisations ouvrières. En quoi la « recomposition » en cours, si elle se confirme, devrait-elle être différente ? La volonté de ses dirigeants de gérer les affaires des capitalistes ne peut qu'entraîner la trahison des intérêts ouvriers.

Pire encore, alors que l'extrême droite nationaliste et xénophobe se sent le vent en poupe, des politiciens de gauche reprennent une partie de son répertoire. Et de se gargariser des frontières, du protectionnisme, du drapeau, des missions de l'armée et de son budget.

C'est autour de bien d'autres idées que les travailleurs peuvent retrouver des perspectives. Face au capitalisme en crise ils doivent reprendre confiance dans leurs propres forces, dans leurs luttes, dans leur capacité à changer cette société.

Paul Galois

De Rugy : **L'opportuniste couronné**

François Goulet de Rugy est désormais ministre d'État, ministre de la Transition énergétique suite à la vacance de Monsieur Hulot. Bel exemple de carrière d'un politicien bourgeois opportuniste.

Auparavant, il lui a fallu endosser l'habit de député pendant dix ans pour Les Verts puis Europe Écologie Les Verts; quitter le groupe écologiste en raison de sa « dérive gauchiste » et rejoindre le groupe socialiste; se présenter à la primaire de 2017 organisée pour désigner le candidat PS à la présidentielle; perdre mais promettre d'accorder son soutien au vainqueur; oublier son engagement pour rejoindre Macron et être adoubé président de l'Assemblée. Et maintenant être couronné, mais pour faire quoi ?

De Rugy parle de la planète, fait des discours, explique qu'il comprend tout à fait ceux qui disent que le changement écologique est beaucoup trop lent, mais pour mettre immédiatement en garde: « *Je ne suis pas partisan du "noir c'est noir"* » car, dit-il, « *Nous*

sommes confrontés à de nombreuses transformations difficiles à conduire, parce qu'il y a des résistances, des oppositions, des conservatismes, des lobbys. »

Et voilà ressortis les lobbys, cet anglicisme bien commode pour ne pas dire clairement quels intérêts sont à la manœuvre. Dans cette société, les lobbys ne sont autres que les groupes capitalistes qui gouvernent les différents secteurs de la production sans autre boussole que leurs intérêts financiers, dans le mépris le plus total de la planète et de ses habitants. Sans leur retirer le pouvoir dont ils disposent dans l'économie et la politique, sans les exproprier, rien ne sera possible, à part demander à un Hulot puis à un de Rugy de venir faire de la figuration à la tête d'un ministère.

Sophie Gargan

Procès Clément Méric : **victime de la violence d'extrême droite**

Mardi 4 septembre, le procès de l'affaire Clément Méric s'est ouvert à Paris. Clément Méric, étudiant de 18 ans et militant de l'Action antifasciste Paris-banlieue, avait été tué le 5 juin 2013 par des membres des Jeunesses nationalistes révolutionnaires, un groupuscule d'extrême droite.

Cinq ans après les faits, la défense évoque une rixe qui aurait mal tourné et dont la responsabilité serait partagée puisque les protagonistes s'étaient fortuitement rencontrés lors d'une vente de vêtements. Mais, dans la mort de Clément Méric, on ne peut pas déplorer une malheureuse bagarre s'étant conclue par une tragédie. Pour les cogneurs d'extrême droite, la victime avait le tort d'afficher ses convictions antiracistes et antifascistes. Et c'est en raison de ses convictions que Clément Méric a été tué.

La mort de ce jeune a mis en lumière les méthodes de cette mouvance de militants d'extrême droite prêts à passer à l'action violente et à agresser ceux dont la tête ou les idées ne leur reviennent pas: immigrés, homosexuels, militants de gauche

ou d'extrême gauche.

Le lendemain de l'ouverture du procès Clément Méric, cinq hommes proches de l'extrême droite radicale lyonnaise étaient jugés pour avoir frappé et poignardé, en février 2014, des jeunes qu'ils soupçonnaient d'être des militants antifascistes.

Cette frange de militants nostalgiques de Hitler ou Mussolini est aujourd'hui marginale. Mais dans un climat marqué par le progrès électoral de l'extrême droite en Europe et la montée des idées réactionnaires, ces groupuscules fascistes sont encouragés à sortir de l'ombre.

Ce ne sont pas Macron et ses semblables qui seront une protection face à cette menace que la crise du capitalisme alimente et entretient.

Boris Savin

À nos abonnés

Un certain nombre de problèmes affectent depuis quelques mois l'envoi de Lutte ouvrière à nos abonnés.

La Poste, censée assurer l'acheminement, nous a plusieurs fois retourné des journaux qu'elle n'a pas expédiés, et ce sans aucune explication.

Malgré nos réclamations répétées, aucune réponse ne nous a encore été fournie.

Tout en faisant notre possible pour faire cesser ce dysfonctionnement, qui n'est pas de notre fait, nous présentons nos excuses à nos abonnés et leur précisons que leur abonnement

sera évidemment prolongé des numéros qui nous ont été retournés.

Comme ils le font déjà, nous leur demandons de nous signaler les problèmes d'acheminement par courrier électronique à contact@lutte-ouvriere.org

9 octobre : dans la rue contre la politique des patrons !

En représentant dévoué du patronat, le gouvernement Macron multiplie les attaques contre le monde du travail.

Les dizaines de milliers de suppressions de postes de fonctionnaires annoncées s'ajoutent à la suppression des contrats aidés. Elles pèsent sur la situation dans les quartiers populaires, où des services utiles sont contraints de réduire ou de cesser leur activité et où le poids du chômage pèse d'autant plus lourd.

Le blocage des augmentations des pensions fait encore reculer le niveau de vie des retraités. Celui des allocations familiales et des aides au logement diminue le budget des familles.

Et le gouvernement, en multipliant les propos sur les chômeurs qu'il « faut inciter à l'emploi », sur les arrêts maladie qui coûtent trop cher et les économies à faire sur les budgets de l'État, annonce les prochains coups.

Avec la réforme du Code du travail, le gouvernement Macron a augmenté les possibilités du patronat

d'imposer encore plus facilement ses conditions aux travailleurs. Parallèlement, en continuant de faire les poches des classes populaires, il récupère des milliards pour remplir celles des riches.

Le gouvernement mène la charge sur tous les fronts pour le compte de la classe riche. Face à cela les travailleurs n'ont pas d'autre choix que de riposter à la hauteur de l'attaque, le plus nombreux possible, actifs ou chômeurs, jeunes ou retraités.

À l'appel d'organisations syndicales de salariés - CGT, UD FO, SUD - ainsi que de syndicats étudiants et lycéens - UNEF et UNL - une journée interprofessionnelle de grève et de manifestations est organisée mardi 9 octobre. Il faut qu'elle soit l'occasion d'exprimer le plus fort possible la colère du monde du travail.

Nadia Cantale



Fonction publique : non à la casse !

Le secrétaire d'État à la Fonction publique, Olivier Dussopt, a réaffirmé que « l'objectif de 50 000 suppressions de postes au sein de l'État est très largement atteignable ».

Ce serait pour lui simplement appliquer les promesses de campagne de Macron, qui avait annoncé le chiffre de 120 000 suppressions de postes, dont 70 000 dans la fonction publique territoriale, d'ici 2022, fin du quinquennat. L'objectif était d'économiser 30 milliards d'euros.

Olivier Dussopt prétend qu'il n'y aura pas forcément de suppressions

de postes d'enseignants ou de fonctionnaires du Trésor par exemple. Il affirme, comme l'avait fait Macron avant lui, que tout est un problème d'organisation « en rendant le même service public autrement ». Ainsi dans les services des impôts la dématérialisation et le prélèvement à la source réduiraient les besoins en personnel. Dans les écoles et dans les hôpitaux, le mot clé est encore réorganisation. Enfin il y aura des départs en retraite non remplacés et un plan de départ volontaire.

Mais qui peut croire

que 120 000 suppressions de postes se feraient sans casse ? Des effectifs en moins, cela ne pourra qu'augmenter la charge de travail et dégrader encore plus les conditions de travail !

Macron prétend moderniser la fonction publique. Mais, en fait de modernisation, il prépare une régression totale, avec moins de fonctionnaires et des contractuels en CDD encore plus nombreux. Et il recourt à la démagogie antifonctionnaire pour tenter d'opposer salariés du public et du privé.

Cédric Duval

Sports : l'ex-championne à la rame

Dans le cadre de l'objectif de suppression de 50 000 postes de fonctionnaires d'ici 2022, le ministère des Sports devrait en assumer 1 600.

La lettre de cadrage du gouvernement précise qu'il y aura une « transformation du mode de gestion des conseillers techniques

sportifs (CTS) », ce qui signifie en clair que les CTS ne devront plus être payés par l'État. Au nombre de 3 000-3 500, ces conseillers travaillent auprès des fédérations de sport comme chefs de projet, entraîneurs nationaux, aussi bien pour le développement du sport de haut niveau que pour celui

de la pratique sportive pour tous.

Le Premier ministre Édouard Philippe a assuré auprès de la nouvelle ministre, Roxana Maracineanu, ex-championne de natation, qu'aucun de ces fonctionnaires ne perdra son emploi. Le gouvernement compte sur les fédérations

de sport pour des tâches qui étaient assumées par l'État depuis 1960. Les plus petites fédérations auront probablement bien du mal à dégager des budgets pour payer ces conseillers et, pour toutes, cela se fera au détriment d'autres actions. Le cap est ainsi donné.

Le ministère des Sports

ne représentant que 0,13 % du budget, l'économie faite sera une goutte d'eau. Mais elle laisse présager des méthodes du gouvernement sur l'ensemble des autres ministères. Prétendre que le service public restera aussi efficace est une mauvaise plaisanterie.

Inès Rabah

Sil rouge

Barcelone : logements capsules pour micro-salaires

À Barcelone, une entreprise construit des mini-logements : autour d'un espace commun cuisine et sanitaires, il y aura plusieurs pièces de 1,29 mètres de large sur 2 mètres de long chacune, avec juste un lit, une table et deux étagères. C'est destiné à des travailleurs précaires gagnant autour de 500 euros par mois.

En Espagne, certains, dont la mairie, se sont indignés, et un des leaders de Podemos fait remarquer que cela existe déjà... dans

les cimetières : ça s'appelle des cercueils.

Ce micro-immobilier est scandaleux, mais les micro-salaires à 500 euros le sont tout autant.

Une casserole au perchoir

S'il en est un qui, dans le petit monde qui gravite autour de Macron, a dû se réjouir de la démission de Hulot du gouvernement, ce doit être Richard Ferrand. Par un jeu de dominos, il va prendre la présidence de l'Assemblée nationale à la place de De Rugy qui prend celle de Hulot comme ministre.

C'est une promotion pour ce très proche du président, ancien baron du PS, qui traîne pourtant derrière lui une casserole de prise illégale d'intérêt qui pourrait le mener au tribunal. En 2011, les Mutuelles de Bretagne, dont Ferrand était administrateur, ont rénové pour 184 000 euros, puis loué, un local appartenant à sa compagne. Ce risque judiciaire avait déjà obligé Ferrand à abandonner un poste de ministre tant convoité après seulement un mois en juin 2017.

C'est donc un ambitieux, ayant tendance à confondre ses fonctions officielles avec son intérêt personnel, qui

devient le 4^e personnage d'un État secoué régulièrement par des affaires, sous Macron... comme sous ses prédécesseurs.

Guerre des étoiles : espace légal

La ministre des Armées, Florence Parly, a détaillé les efforts budgétaires et les facilités administratives imaginées pour s'équiper en vue de la guerre de l'espace. La France, suivant l'exemple des autres grandes puissances et particulièrement des États-Unis, veut avoir son propre réseau de satellites-espions, capables de voir une mouche

sur un drap de lit, voire de l'écrabouiller, diront les militaires, sans réveiller le dormeur...

C'est bien sûr l'occasion de faire couler à flots crédits et commandes aux entreprises privées : 3,6 milliards d'euros sont d'ores et déjà prévus. C'est aussi rendre le monde de plus en plus incertain : qui sait jusqu'à quand le traité interdisant les armes dans l'espace sera respecté, si même il l'est réellement aujourd'hui ? C'est aussi une belle démonstration de la stupidité d'une société qui met toutes ses forces, toute sa science à préparer sa propre fin.

Éducation: la rentrée au rabais

Dès la rentrée, des grèves ont eu lieu dans de nombreux établissements scolaires contre les fermetures de classes, en particulier en primaire et en collège. Des rassemblements d'enseignants et de parents d'élèves ont été organisés dans les écoles, ou comme à Toulouse, devant la Préfecture, lundi 10 septembre.

Les classes sont partout à leur effectif maximum. Seules certaines classes de CP et CE1, dans les zones prioritaires, sont à 12 élèves. C'est une mesure dont Macron et son

ministre de l'Éducation Blanquer ont largement fait la publicité. Mais ces classes ne regroupent que 2,8 % des élèves des écoles maternelles et élémentaires. De plus, il n'y a pas eu de

recrutement pour cela, les moyens ont été en grande partie pris ailleurs: parmi les enseignants remplaçants, les maîtres supplémentaires destinés à aider les élèves en difficulté, et en surchargeant les classes des autres niveaux.

Dès que le nombre d'élèves dans une école diminue et tombe en-dessous d'un certain seuil, l'inspection académique ferme une classe, quitte à créer des classes à double ou triple

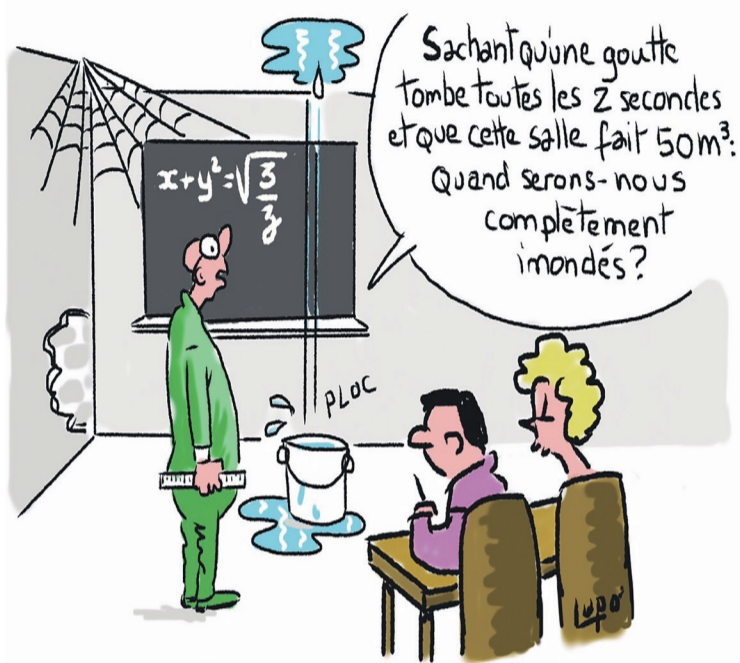
niveau, et pas seulement dans les zones rurales. En collège également, l'encadrement est prévu au plus juste, avec des classes de 30 élèves. En lycée, la norme est de 35 élèves par classe.

À tout cela, il faut encore ajouter les 750 enfants handicapés qui n'ont pas pu faire leur rentrée faute d'auxiliaire de vie scolaire. Enfin, de nombreux agents en contrat aidé, qui participaient à l'encadrement et aux tâches administratives,

n'ont pas vu leur contrat renouvelé, et n'ont pas été remplacés.

Contrairement à ce que prétendent Macron et Blanquer, il n'y a vraiment pas lieu d'être satisfait ni de la rentrée scolaire, ni de la politique du gouvernement qui soumet l'Éducation aux mêmes mesures d'économies budgétaires que tous les autres services publics indispensables à la population.

Gaëlle Régent



“Tout va très bien, Monsieur le ministre...”

En Rhône-Alpes, des élèves en situation de handicap se retrouvent sans assistants de vie scolaire (AVS). La précarité liée à leur statut et des emplois souvent à temps partiel avec un salaire très faible placent ces derniers dans des situations bien compliquées. Pour cette rentrée, bien des AVS n'ont même pas d'affectation, ou parfois en ont une mais n'ont pas de contrat. Les collèges de l'Ain doivent compter plus de quinze élèves en situation de handicap pour avoir droit à... deux AVS! Dans le primaire, bien des enfants n'ont pas d'accompagnement et doivent alors rester à la maison, comme dans certaines écoles de Saint-Étienne.

En Normandie, selon la CGT, 70 % de ces enfants n'auraient pas d'AVS. Les AVS qui avaient auparavant un contrat aidé sont en attente d'affectation, évidemment sans salaire! En attendant, les anciens contrats aidés ne peuvent même pas s'inscrire à Pôle emploi: les attestations ne sont faites

qu'au compte-gouttes car, paraît-il, une seule personne serait dédiée à cette tâche pour les 900 contrats de la Seine-Maritime...

Dans le Doubs, on ne compte plus le nombre de classes fermées, ou menacées, que ce soit à Besançon, Boussière, Thorpes, Rochelez-Beaupré, Autechaux...

Cela se traduit par des classes à trois niveaux, des classes de maternelle à plus de trente élèves. Lorsque les parents et les enseignants parlent de l'intérêt des élèves, l'inspection d'académie répond chiffres et seuil. Dans une école il faudrait 136 élèves, mais comme il n'y en a que 132 on supprime une classe, dans une autre en maternelle il y a 92 élèves et dix gamins entre deux et trois ans en attente, mais comme il en faudrait 95 à la rentrée, une classe est menacée...

Ce ne sont que quelques exemples qui montrent combien la colère des parents et des enseignants est légitime.

Correspondant LO

Collège Joliot-Curie - Pantin: rentrée sous tension

Loin des discours lénifiants du ministre sur la rentrée qui se passerait pour le mieux, celle du collège Joliot-Curie à Pantin s'est avérée particulièrement catastrophique.

Dans cet établissement classé en éducation prioritaire, les enseignants ont découvert une situation inacceptable lors de la prérentrée: six professeurs manquants, pas de secrétaire, l'assistante sociale non remplacée pour la fin d'année, pas d'agent d'entretien supplémentaire, malgré l'augmentation importante du nombre d'élèves - 626 contre 570 l'an dernier.

Une vingtaine d'enseignants ainsi que la totalité des agents se sont mis en grève mercredi 5 septembre. Ils se sont retrouvés devant le collège avec des parents d'élèves pour discuter de la situation, avant de partir en manifestation à l'inspection d'académie et au conseil départemental. Devant l'absence de réponses, les enseignants ont voté la poursuite de la grève pour le lendemain,

et ont convoqué une réunion avec les parents pour le soir. Ceux-ci sont venus nombreux, pour exprimer leur inquiétude et leur colère face à cette situation. Enseignants et parents ont organisé vendredi 7 une opération «collège désert», très réussie et dynamique.

Au fil des jours de mobilisation, les postes étaient pourvus au compte-gouttes avant que, finalement,

presque toutes les revendications soient satisfaites: secrétaire et enseignants étaient nommés, sauf un en éducation musicale, et un poste supplémentaire d'agent d'entretien était créé. Et ces quelques jours ont été riches de rencontres et de discussions entre parents d'élèves, agents et enseignants. Nul doute qu'il faudra être attentifs à la suite pour qu'enfants et enseignants ne subissent pas de nouveau les conséquences de la politique gouvernementale.

Correspondant LO



Puy du Fou: Réac Académie

Si la Cinéscénie (spectacle nocturne) et le Grand Parc (parc à thèmes historiques) en sont la vitrine, le Puy du Fou, en Vendée, a aussi son Académie privée.

Après avoir ouvert une école primaire en 2015, le Puy du Fou Académie ouvre pour cette rentrée un collège avec une spécificité Arts et Études, une formation aux arts du spectacle vivant. Cette structure est privée, hors contrat avec l'Éducation nationale. En tout,

40 élèves de 6^e viennent de faire leur rentrée, avec au menu l'uniforme de rigueur, le vouvoiement réciproque et la levée hebdomadaire du drapeau tricolore.

Alors que les classes restent cependant mixtes jusqu'au CM2, les filles sont acceptées dans ce collège dans une classe séparée des garçons. «On s'est dit qu'à partir d'un certain âge, on ne parle plus de la même façon à des garçons qu'à des filles: un garçon

ne réfléchit pas comme une fille, parce qu'ils n'ont pas les mêmes objectifs, ni la même façon de concevoir les choses» déclare pour se justifier la directrice. Cette déclaration est dans la droite ligne du créateur du Puy du Fou le vicomte Philippe Le Jolis de Villiers de Saintignon...

Espérons que les filles ne se contenteront pas de jongler avec les ustensiles de cuisine...

Correspondant LO

Suède : l'extrême droite capitalise les mécontentements

Avec environ 85 % de participation, les électeurs ont voté le 9 septembre en Suède, à la fois pour le Parlement et les conseils régionaux et municipaux. Le parti d'extrême droite Démocrates de Suède, Sverigedemokraterna (SD), progresse de près de 5 % par rapport à 2014, obtenant 17,6 % des suffrages et 62 députés sur 349 au Riksdag, le Parlement de Stockholm.

Les deux grands partis qui assurent l'alternance au gouvernement depuis des décennies, les sociaux-démocrates et les conservateurs, perdent chacun entre 3 et 4 % des suffrages. La coalition des sociaux-démocrates et Verts, dirigée par l'actuel Premier ministre Stefan Löfven, arrive pourtant de peu en tête. L'ex-Parti communiste (Parti de Gauche) progresserait de 2 %, atteignant près de 8 %. Cependant la formation d'un nouveau gouvernement risque d'être problématique, le bloc de gauche totalisant 144 députés, avec ceux de l'ex-PC, et l'Alliance de droite 143. Les leaders des

deux blocs déclarent exclure toute alliance avec l'extrême droite, mais celle-ci multiplie les appels du pied à Kristersson, dirigeant du principal parti de droite, tout en appelant à la démission du Premier ministre.

Même si la progression de SD est moindre qu'annoncée dans les sondages, la formation d'extrême droite, aux origines néo-nazies et connue pour son slogan « *Garder la Suède suédoise* », peut sans doute déjà se satisfaire d'avoir en partie infléchi la campagne électorale, en jouant sur le thème de la lutte contre l'immigration et les demandeurs d'asile. À

l'instar du Rassemblement national de France et de la Ligue d'Italie, dont les dirigeants l'ont bien sûr félicité, le dirigeant de SD, Åkesson, a fait campagne en mêlant immigration et insécurité, mais aussi en réclamant une hausse du pouvoir d'achat des retraités et des investissements publics dans la santé.

Et sur ce plan, les travailleurs suédois, en activité ou retraités, originaires du pays ou issus de l'immigration comme le sont 18 % des 10 millions d'habitants, ont bien des raisons de s'inquiéter. Comme l'attestent dans leur langage les statisticiens, la progression des inégalités s'accélère, en particulier depuis les réformes sociales lancées par le gouvernement de droite en 2006, précisément celles qui ont inspiré Hollande et Macron. Depuis, comme ailleurs, les riches le sont devenus de plus en plus, ne serait-ce que par la baisse



Jimmie Akesson, du parti d'extrême droite Démocrates de Suède.

de la fiscalité sur les entreprises et le capital, pendant que les services publics indispensables, comme l'accès à la santé et à l'éducation, étaient rognés. Dans le petit pays qui véhicula l'image de « l'État-providence », la pauvreté gagne du terrain, affichant un taux supérieur à la France et aux autres pays scandinaves.

Dans ce contexte, le gouvernement social-démocrate a cru bon de céder

aux discours de l'extrême droite en restreignant, en novembre 2015, sa politique migratoire. L'accueil des migrants et des réfugiés est depuis lors bien limité, passé de 163 000 en 2015 à 25 000 en 2017. Preuve s'il en est que le fatras populiste qui tient lieu de programme à l'extrême droite fait toujours des adeptes, sur un terrain bien préparé par la politique des gouvernements.

Viviane Lafont

Migrants en Méditerranée: noyés faute de secours

Médecins sans frontières a rapporté le 10 septembre la mort de plus de cent migrants, dont de nombreux enfants, dans le naufrage de leurs embarcations de fortune, au large des côtes libyennes. 260 autres, récupérés par les gardes-côtes libyens, ont été conduits dans les camps de ce pays.

Comme le rappelle MSF, les uns et les autres auraient pu être sauvés si les moyens de secours étaient restés en place. Ces moyens, ceux de la marine italienne comme ceux des ONG, ont été retirés volontairement par les gouvernements européens, celui du ministre de

l'Intérieur Salvini en Italie, comme celui de Macron qui se proclame chef de file du progressisme européen. Ces mêmes gouvernements ont confié aux bandes armées libyennes le soin de stopper, de poursuivre et d'enfermer les candidats à la traversée. Les mêmes gouvernements,

leurs prédécesseurs ou leurs semblables, portent la responsabilité des guerres, des famines, des catastrophes qui poussent des millions de personnes à quitter leur pays.

Le moindre hoquet bancaire mobiliserait toute leur attention et tous leurs moyens. La moindre menace sur leur précieux pétrole déclencherait le départ d'escadilles entières, la mobilisation d'armées bien équipées, la construction de villes et de ports en quelques jours. Mais les damnés de la terre



Un bateau de migrants au large de la Libye.

peuvent bien se noyer par milliers, ils sont tout juste bons à servir de prétexte à

de lamentables chasses aux électeurs.

P.G.

Afghanistan : la mort d'un ancien protégé de l'impérialisme

La trajectoire d'un des plus vieux chefs de guerre afghan, Jalaluddi Haqqani, dont la mort vient d'être annoncée, témoigne de la responsabilité de l'impérialisme américain dans la montée de l'intégrisme musulman et dans la tragédie que subit le peuple afghan jusqu'à aujourd'hui.

Le 25 décembre 1979, les troupes de l'URSS envahissaient l'Afghanistan, investissant les villages, bombardant les maisons en utilisant des bombes au phosphore, obligeant les populations à fuir. Les États-Unis réagissaient contre l'URSS mais aussi contre les intérêts du peuple afghan. Alors que l'opposition au gouvernement de Daoud Khan était multiple, ils appuyaient les groupes les plus réactionnaires. Pour

leur fournir une assistance militaire, les dirigeants des États-Unis s'adressèrent à une dictature alliée, celle du Pakistan voisin, qui devint le troisième bénéficiaire de l'aide militaire américaine derrière Israël et l'Égypte.

La CIA s'appuya donc sur les services secrets pakistanais. Pour ceux-ci, Haqqani avait un profil intéressant. Islamiste radicalisé, il avait déjà organisé une rébellion contre le pouvoir de Daoud

en 1975, avant l'intervention soviétique, et il prenait une part active dans la guerre contre l'URSS à partir de deux fiefs, l'un au Pakistan, l'autre en Afghanistan. Un membre du Congrès américain lié à la CIA le décrivait alors comme « la bonté personnifiée ».

En février 1989, les troupes soviétiques durent quitter l'Afghanistan, après un enlèvement comparable à celui qu'avaient connu les troupes françaises en Algérie ou américaines au Vietnam. Trois ans plus tard, le régime politique afghan se désagrégeait après le ralliement d'une grande partie de la police et de l'armée à différentes factions islamistes.

Ministre de la Justice dans le « gouvernement islamiste » installé avec l'appui américain, Haqqani se mit ensuite en retrait lorsqu'éclata une guerre entre factions rivales, avant de revenir en 1996 comme ministre des Frontières, et des affaires tribales en 1996 quand le mouvement taliban, lancé par les services secrets pakistanais, réussit son assaut contre la capitale de l'Afghanistan, Kaboul. Haqqani développa alors ses contacts avec les islamistes étrangers et devint l'hôte et l'ami d'Oussama Ben Laden, le fondateur d'Al-Qaïda. Le régime des talibans qui imposa une dictature moyenne, en premier lieu aux

femmes, fut salué alors par les États-Unis comme susceptible de ramener la stabilité politique en Afghanistan.

Ce n'est qu'après les attentats du 11 septembre 2001 que l'attitude du président américain, Bush, changea du tout au tout. Une expédition militaire américaine renversa en cinq semaines le régime des talibans, débouchant sur une occupation militaire qui se poursuit encore aujourd'hui. Quant aux groupes talibans, dont celui que dirigeait Haqqani, ils contrôlent la moitié des districts du pays et poursuivent leurs raids meurtriers à Kaboul.

Jean Sanday

Irak : la révolte de la population de Bassora

Depuis le 8 juillet, des manifestations contre la pénurie d'eau et d'électricité et contre la corruption des responsables politiques se déroulent à Bassora, la grande ville du sud pétrolier de l'Irak. L'armée irakienne a répondu en tirant avec des balles de guerre, faisant déjà plus de vingt morts.

Bassora, autrefois connue pour la douceur de ses canaux à l'embouchure du Tigre et de l'Euphrate, avec une population cosmopolite, a été dévastée par quarante ans de guerres ou d'embargo américain. L'eau est devenue une denrée si rare et si polluée que plus de 20 000 personnes ont été hospitalisées cet été après un empoisonnement. Le taux de salinité, dix fois supérieur à la norme, tue les plantations.

Alors que cette région contient les plus grandes réserves pétrolières du pays, exploitées par des compagnies occidentales dont Total, le gouvernement doit importer de l'essence raffinée pour alimenter des centrales électriques à bout de souffle. Pour avoir du courant électrique, la population doit compter sur des générateurs privés installés à chaque coin de rue qui coûtent cher et polluent. En été, avec des chaleurs qui atteignent 50°C, l'air pollué



Juillet 2018, manifestation à Bassora contre le chômage.

est irrespirable.

Depuis 2003 et l'intervention américaine contre Saddam Hussein, plus d'un million d'habitants sont venus se réfugier à Bassora, formant d'immenses bidonvilles. Le chômage dépasse les 30%. Pour avoir un poste dans une administration « il faut payer 5 000 dollars ou adhérer à un parti », dit un habitant. Quant aux compagnies pétrolières, elles embauchent très peu de travailleurs locaux, pas assez dociles ou pas assez qualifiés à leurs

yeux. Beaucoup de jeunes de la région s'étaient engagés dans les « milices patriotiques » chiites pour faire la guerre à l'État islamique à Mossoul, au nord du pays. Des milliers d'entre eux y ont laissé leur vie ou leur intégrité physique et sont aujourd'hui abandonnés par les politiciens au pouvoir à Bagdad ou à Bassora.

L'addition de toutes ces infamies a déclenché une première vague de manifestations le 8 juillet. Le Premier ministre, el-Abadi,

a coupé l'accès aux réseaux sociaux, fait tirer sur les manifestants, tuant 14 d'entre eux et en blessant 250, avant de limoger le ministre de l'Électricité. Rien n'ayant changé, la contestation a redémarré le 5 septembre. Cette fois-ci les manifestants ont mis le feu aux sièges des partis représentés à Bassora ainsi qu'au palais du gouverneur.

Autant que l'on puisse en juger à travers les récits de la presse, les manifestants renvoient dos à dos les deux coalitions chiites

qui se disputent le pouvoir à Bagdad depuis les élections législatives du 12 mai dernier; celle dirigée par Moqtada al-Sadr comme celle que soutient l'ancien Premier ministre, Nouri al-Maliki.

Mais, au-delà, les dirigeants américains et leurs alliés occidentaux portent une responsabilité directe dans la situation où se trouve aujourd'hui la population irakienne après leurs multiples interventions.

Xavier Lachau

Syrie : sept ans de guerre civile

Les forces du régime syrien et l'aviation russe ont bombardé dès le 8 septembre les secteurs d'Idlib et de Hama et se préparent à lancer une offensive terrestre d'ampleur contre cette région du nord-ouest de la Syrie, située près de la frontière turque.

C'est dans la province d'Idlib que, depuis 2015, se sont regroupés une grande partie des djihadistes opposés au régime. On y retrouve des djihadistes syriens ayant des liens avec al-Qaïda, et d'autres venus notamment d'Ouzbékistan, de Tchétchénie ou de la région autonome ouïgoure de Chine. Beaucoup ont rallié le groupe État islamique, avant de chercher une autre étiquette, d'autres sont restés au sein d'al-Qaïda et du groupe Hayat Tahrir al-Cham, son ancienne filiale syrienne formée d'anciens

membres du Front al-Nosra, qui contrôlerait 60% d'Idlib. Mais dans cette province vivent surtout quelque trois millions d'hommes, de femmes et d'enfants, pour moitié des civils déplacés suite aux combats qui ont eu lieu dans d'autres régions de la Syrie. 30 000 civils se seraient déjà enfuis vers la Turquie. Des dizaines de milliers d'autres pourraient suivre le même chemin si les combats s'intensifiaient.

Une réunion s'est tenue vendredi 7 septembre entre, d'un côté, les représentants de la Russie et de l'Iran,

alliés du régime d'Assad, et de l'autre ceux de la Turquie, qui appuie de nombreux groupes djihadistes dits « rebelles ». Le réel contenu de ces tractations est resté secret. Mais une chose est sûre, le sort des civils n'était pas le principal sujet. Et comme lors des précédents combats à Alep, Deraa ou dans la Ghouta orientale, des centaines de milliers de civils seront pris en étau entre les bombardements des armées syrienne et russe, et les exactions des djihadistes prêts à en découdre jusqu'au bout.

Idlib n'est en fait que le dernier combat de sept années d'une guerre opposant le régime de Bachar al-Assad à une multitude de groupes djihadistes financés directement ou indirectement

par les pays impérialistes ou les puissances régionales qui leur sont alliées, comme l'Arabie saoudite, le Qatar ou la Turquie. Au lendemain des manifestations contre le régime de mars 2011, l'impérialisme américain a sans doute vu une occasion de se débarrasser du régime d'Assad, par trop indépendant à ses yeux. Les États-Unis, mais aussi la France et la Grande-Bretagne, ont donc laissé les groupes djihadistes se renforcer, voire les ont armés, s'appuyant sur certains d'entre eux directement ou par puissance régionale interposée. Ceux qui, en Syrie, avaient espéré une évolution démocratique du régime ont ainsi vu se multiplier des groupes armés se disputant le territoire, au

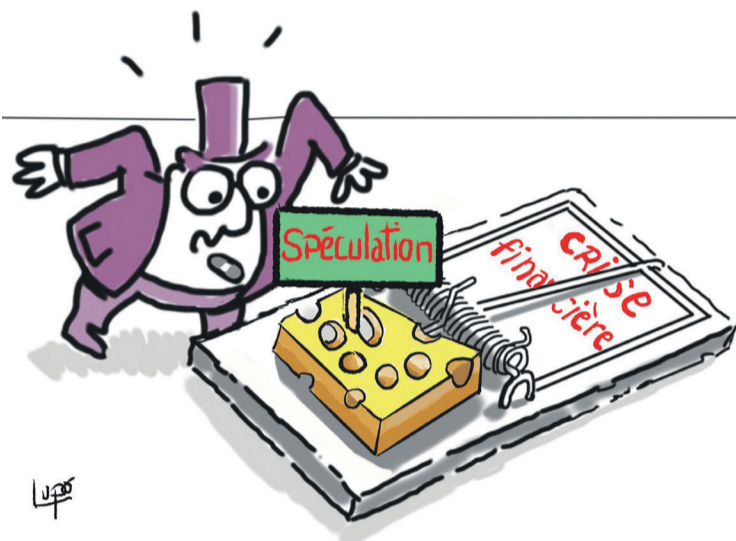
comportement plus barbare les uns que les autres.

La reconquête de la région d'Idlib par le régime est peut-être l'épilogue d'une terrible guerre civile qui laisse derrière elle un pays dévasté, déserté par des millions de femmes et d'hommes qui ont cherché refuge ailleurs. C'est le triste bilan de la répression du régime d'Assad. Mais il a été bien aidé par les calculs sordides des dirigeants des grandes puissances, à commencer par ceux des puissances occidentales qui ne vont pas manquer de protester au nom des souffrances d'un peuple qu'ils ont eux-mêmes enfoncé dans une situation sans issue.

Aline Rétesse

Septembre 2008 : de la crise des "subprimes" à la crise tout court

Le 15 septembre 2008, la banque d'affaires Lehman Brothers faisait faillite à New York, provoquant la paralysie du système financier et la panique des dirigeants de la planète. La crise, démarrée un an plus tôt dans l'immobilier américain, provoquait une aggravation notable de la crise générale, dont l'économie mondiale n'est toujours pas sortie et qui a encore de multiples répercussions politiques.



« La situation équivaut à un état de guerre », déclarait le 15 septembre le secrétaire d'État au Trésor, Henry Paulson, au président des États-Unis, Georges W. Bush, en lui réclamant « des pouvoirs d'exception ». Pour des millions de travailleurs dans le monde, les conséquences de cette crise allaient bien être celles d'une guerre. Aux États-Unis, des millions de familles allaient être jetées à la rue. Partout dans le monde, des dizaines de millions d'emplois allaient bien être détruits et des entreprises fermées. Des pays entiers comme l'Islande ou la Grèce allaient être ruinés. Les plans d'austérité mis en œuvre dans tous les pays, les coupes budgétaires dans les services publics utiles à la population allaient se multiplier.

La crise de l'immobilier

La crise avait été déclenchée par l'éclatement de la bulle spéculative de l'immobilier américain. Profitant des faibles taux de crédit décidés par la Réserve fédérale (la banque centrale des États-Unis), des sociétés immobilières avaient vendu massivement des logements à crédit. Utilisant des crédits dits « subprime », à taux variables et garantis par

l'hypothèque du logement, des officines avaient endetté des familles de moins en moins solvables. Tant que les prix de l'immobilier montaient, les ménages pouvaient en théorie revendre leur logement pour se dégager de leur crédit quand elles ne pouvaient plus le payer. Mais, trop de maisons ayant été construites pour le pouvoir d'achat des ménages, les prix avaient commencé à baisser début 2007, déclenchant la crise.

Incapables de payer leurs traites, des millions de familles étaient expropriées, privées de logement tout en restant endettées car leur maison ne valait plus rien. Ce qui n'aurait pu être qu'une crise dans l'immobilier, dramatique mais sectorielle, se transforma en une crise bancaire générale à cause de la financiarisation de l'économie.

Le parasitisme de la finance

Depuis le milieu des années 1970, après les années de croissance impulsées par la reconstruction d'après-guerre, l'économie mondiale était entrée dans une nouvelle phase critique. Les capitalistes réduisaient leurs investissements dans la production car ils ne rapportaient pas, selon eux,

des profits suffisants. De plus en plus, les capitaux se dirigeaient vers le secteur financier, qui a son tour se trouvait en mal de débouchés. Selon les périodes, il cherchait à prêter de l'argent aux pays pauvres, à acheter puis à revendre des monnaies ou des biens immobiliers, des actions de start-up ou d'entreprises de l'économie numérique, etc.

Périodiquement, ces opérations boursières provoquaient des krachs. À chaque fois, pour les travailleurs licenciés, pour la population des pays dont la monnaie s'effondrait, en Argentine en 1982, en Russie en 1998, ils amenaient un recul brutal du niveau de vie. Les spéculateurs, eux, s'en sortaient indemnes. À chaque crise, les États et les banques centrales intervenaient pour empêcher les faillites des plus gros, injectant des capitaux frais dans le système, baissant les taux d'intérêts tout en ouvrant de nouveaux champs à la spéculation. À la veille de la crise de 2008, les opérations financières en étaient venues à représenter 98 % des transactions mondiales tandis que le commerce et l'industrie n'en représentaient plus que 2 %.

La crise se généralise à toutes les banques

Au fil du temps, les spéculateurs ont mis en œuvre une « ingénierie financière » de plus en plus sophistiquée. Ils ont inventé la « titrisation » qui consiste à mélanger des créances d'origines diverses pour fabriquer un nouveau titre émis sur le marché. Les banques de toute la planète détenaient ainsi des titres aux origines inconnues et à la valeur douteuse. Ainsi, l'écoulement des titres liés à l'immobilier américain eut dès l'été 2007 des conséquences sur les bilans des banques.

Toutes les institutions financières possédant des produits financiers contenant des subprimes perdirent des milliards de dollars. En publiant leur bilan, les banques révélaient leurs pertes. À l'automne 2007, la banque britannique Northern Rock était assaillie

par les particuliers venant retirer leurs dépôts. Sa faillite était un avertissement.

En septembre 2008, une nouvelle vague de faillites survenait aux États-Unis, dont celle de la banque Lehman Brothers. Détenant toutes des titres douteux, se méfiant les unes des autres, les banques refusaient d'effectuer entre elles les multiples transactions quotidiennes indispensables, et tout le système bancaire se trouvait ainsi paralysé. Des banques, la crise s'étendit à la Bourse et aux grandes entreprises. Les gros actionnaires, les fonds d'investissements, cherchant à se sauver sans se soucier des conséquences, retiraient brutalement leurs capitaux, accélérant la chute des actions des entreprises. Fin septembre 2008, *Le Monde* titrait : « 25 000 milliards de dollars de capitalisation boursière se sont évanouis ». Ce capital détruit allait entraîner des fermetures d'usines, des plans de suppressions d'emplois puis de « compétitivité » pour faire remonter les cours à la Bourse.

Les États au secours des banques et des capitalistes

Henry Paulson, ancien dirigeant de la banque Goldman Sachs, avait refusé d'intervenir pour empêcher la faillite de Lehman Brothers. Face à l'asphyxie de tout le système bancaire provoqué par cette faillite, il décida en toute urgence d'injecter des centaines de milliards de

dollars d'argent public dans les autres banques.

De Paulson à Merkel, en passant par Sarkozy, les dirigeants de la planète les plus « libéraux », ceux qui prétendent d'habitude que l'État ne doit pas intervenir dans l'économie, allaient ouvrir des crédits illimités aux banquiers. Les banques centrales rachetèrent leurs titres pourris. Dans les mois suivants, sous prétexte de plans de relance de l'économie, tous les gouvernements, Obama aux États-Unis, Sarkozy en France, multipliaient aides et subventions à leurs capitalistes. Cette politique fit exploser la dette des États. Au nom du remboursement de cette dette, les gouvernements multiplient aujourd'hui encore les plans d'austérité et les attaques contre la population. Cette dette, réalisée pour sauver les banques, leur rapporte encore grâce aux prêts qu'elles accordent pour la refinancer.

Dix ans ont passé et aujourd'hui la Bourse de New York a dépassé son niveau de 2008. Elle connaît la plus longue hausse de son histoire. La masse des capitaux en circulation dans le monde a encore augmenté, le plus souvent sans contribuer à produire ce qui serait utile à la société. Ils servent à réaliser des fusions-acquisitions géantes ou des rachats d'actions. À l'affût de tous les champs spéculatifs, ils menacent la société d'un nouveau krach... pire que le précédent.

Xavier Lachau



À Detroit après la crise des subprimes.

Rentrée étudiante : un Parcoursup... vers le privé

C'est la rentrée universitaire et le nouveau système d'affectation des étudiants Parcoursup n'a pas résolu les problèmes de l'ancien (APB). Pour le ministère, tout va bien : « Près de 600 000 candidats ont accepté une proposition d'admission.

3 000 bacheliers sont en attente d'une proposition d'admission, ces candidats sont accompagnés. On compte encore plus de 127 000 places disponibles. »

En réalité, bien plus de 3 000 lycéens sont restés sur le carreau. D'après les chiffres mêmes du ministère, il restait encore 141 000 jeunes dont les vœux n'avaient pas été satisfaits, et non les 3 000 sur lesquels il communique.

La différence, soit 138 000 jeunes, est

constituée de jeunes sortis du système. Cela ne veut pas forcément dire qu'ils n'ont rien, mais qu'ils ne se servent plus de Parcoursup pour trouver une place. Le ministère dit que des dizaines de milliers de places sont disponibles. Mais si ces places sont à deux ou trois heures de transport, dans

une autre région, une autre spécialité, si elles se sont libérées tard du fait de ce système de listes d'attente interminables, comment s'étonner que les jeunes et leurs familles, découragés, soient sortis du système ?

Las d'attendre la place qu'ils voulaient, ceux qui le pouvaient se sont tournés vers le privé. Leurs familles, inquiètes de ne pas avoir de place en juillet, ont fait l'effort de les inscrire dans ces établissements à 5 000 ou 8 000 euros l'année. D'autant que, dans bien des cas, étudier signifie aller dans une autre ville, s'y loger, résoudre les problèmes de

transport, voire chercher un job, toutes choses qui ne se font pas dans l'affolement de la rentrée de septembre.

Et, depuis vingt ans, les effectifs de l'enseignement supérieur privé ne cessent d'augmenter : alors que le nombre d'étudiants du public n'augmentait que de 30%, celui du privé doublait et il y a eu un boom des inscriptions cet été. Ainsi, la pagaille introduite par le nouveau système aura peut-être pour effet, non seulement d'accroître la sélection et de rejeter des étudiants, jugés non adaptés aux études, sans leur apporter de solution, mais de pousser

les familles vers le privé. Au passage, les universités ont vu leurs moyens de sélectionner les étudiants renforcés, ce dont les jeunes des milieux populaires ont probablement été les principales victimes.

Plusieurs syndicats étudiants et lycéens appellent à participer à la journée d'action interprofessionnelle du 9 octobre. Imposer au gouvernement d'augmenter massivement les moyens de l'ensemble du système éducatif, c'est en effet la seule voie pour que chaque jeune puisse suivre les études de son choix.

Alain Lecaire

Monoprix – Paris : les magasins devront fermer à 21 heures

La cour d'appel de Paris vient d'interdire aux Monoprix de la capitale d'ouvrir au-delà de 21 heures, car l'enseigne ne respectait pas les obligations envers les salariés travaillant de nuit.

Cette mesure est aussi valable pour ses cinq magasins implantés en zone touristique internationale (ZTI), là où la loi Macron autorise pourtant l'ouverture des commerces jusqu'à minuit. Au cas où Monoprix ferait appel, cela n'empêcherait pas la fermeture et l'entreprise devrait payer 30 000 euros pour chaque salarié qui serait présent au-delà de l'horaire fixé.

Même si elle n'est que juridique, c'est quand même une victoire pour les salariés de Monoprix défendus par un regroupement de syndicats, le Clip-P (Comité de liaison intersyndical du commerce de Paris), qui se bat pour faire respecter les droits des travailleurs du commerce où, dans nombre d'enseignes, les patrons

estiment pouvoir imposer leur loi sans être contestés.

Avec les salaires insuffisants perçus dans ce genre de magasins, le manque de logements sociaux cumulé avec les loyers exorbitants demandés par les bailleurs privés, les travailleurs n'ont évidemment pas les moyens de se loger en plein Paris et sont contraints d'habiter de plus en plus loin en banlieue. De plus, la plupart des employés sont des femmes pour qui rentrer très tard chez soi pose, outre un problème de sécurité, celui de la garde des enfants.

Mais de cela, la direction de Monoprix, du groupe Casino, n'en a cure. Dans les magasins parisiens ouverts après 21 heures, les salariés travaillaient juste pour une petite majoration de salaire

et un sandwich gracieusement offert par l'entreprise ! Et pour répondre aux problèmes que leur posait le travail de nuit, elle voulait bien leur prêter 10 000 euros pour qu'ils s'achètent un véhicule, alors que la loi impose à l'employeur de

prendre en charge le retour à leur domicile. Elle versait aussi une somme forfaitaire de 500 euros pour la garde d'enfants jusqu'à l'âge de dix ans, estimant, comme l'a dénoncé un représentant CGT, « qu'au-delà de dix ans, un enfant n'a pas besoin

d'être gardé ».

Même si c'est le rêve des requins du secteur commercial, les travailleurs n'acceptent pas d'être corvéables à merci dans des magasins ouverts nuit et jour.

Marianne Lamiral



Arrêts de travail : attaques à l'horizon

Un groupe d'experts dirigé par le DRH du groupe Safran a été chargé par le gouvernement de réfléchir aux arrêts de travail et à leur financement.

Sa mission est de faire des propositions pour diminuer le coût pour la Sécurité sociale des indemnités journalières, qui aurait augmenté de plus de 4% par an depuis 2014.

Parmi les pistes évoquées, il serait question d'augmenter le nombre de jours de carence, qui pourraient passer de trois à quatre pour les salariés du privé et de un à trois pour les fonctionnaires. Des déclarations du gouvernement suggèrent qu'il pourrait aussi augmenter la pression sur les médecins pour qu'ils

restreignent les prescriptions d'arrêts de travail.

Le prétexte tout trouvé est qu'il faudrait lutter contre les « abus ». Pourtant, des médecins témoignent devoir se battre avec des patients pour qu'ils acceptent de s'arrêter. À tel point que 12% des arrêts prescrits en 2016 n'auraient pas été suivis du tout, et 7% seulement

en partie. L'immense majorité des travailleurs s'arrêtent, non pas quand ça

leur convient, mais quand leur santé ou les conditions de travail ne leur permettent

plus de continuer.

Le gouvernement avait envisagé en août de faire payer par les entreprises les indemnités pour les arrêts inférieurs à huit jours. Une telle mesure aurait été symbolique car ces arrêts ne représentent que 4% du coût total. Mais même ce peu, les patrons n'en ont pas voulu et ils ont fait entendre leurs protestations. Le gouvernement avait immédiatement cédé et remballé son projet. En revanche, il est aujourd'hui déterminé à faire payer les travailleurs !

Nicolas Carl



McDonald's – Marseille : la mobilisation s'étend

Depuis samedi 8 septembre, les employés de quatre McDonald's de Marseille sont en grève contre leur nouveau gérant. Ils veulent des garanties sur le maintien de leurs emplois, ainsi que l'assurance de conserver les quelques avantages obtenus précédemment.

En effet, vendredi 7 septembre, le tribunal de grande instance (TGI) de Marseille annulait la vente du McDonald's de Saint-Barthélemy, situé dans les quartiers Nord. Pour les 77 employés, mobilisés depuis des semaines contre une reprise qualifiée d'escroquerie par les syndicats, c'était une première victoire. Mais le TGI n'annulait pas la vente des cinq autres restaurants du même franchisé, qui devraient donc passer à un nouveau gérant, le groupe Abbassi. Celui-ci est connu pour les méthodes d'intimidation et de pressions jusqu'au licenciement,

dont il use et abuse dans les huit autres McDonald's qu'il possède déjà sur l'agglomération. Les 300 salariés concernés par cette vente s'inquiètent pour leurs conditions de travail, pour leur emploi.

L'après-midi même, le nouveau gérant déboulait dans plusieurs restaurants, entouré d'un huissier, de salariés à sa solde et d'agents de sécurité agressifs, cherchant à effrayer ses futurs employés. Dans l'un des restaurants, des échauffourées ont eu lieu avec les équi-piers sur place ; dans un autre, le groupe menaçant s'est contenté d'invectives à

distance. Dès le lendemain, les salariés de quatre restaurants, sur les cinq concernés, se mettaient en grève et baissaient le rideau.

Tout le week-end, ils se sont relayés pour occuper les restaurants, épaulés par les salariés de celui de Saint-Barthélemy. Des groupes de grévistes se déplacent de l'un à l'autre pour se renforcer mutuellement et échanger leurs informations. L'expression qui revient le plus, c'est « *on ne se laissera pas faire.* » Les habitants du quartier viennent aux nouvelles et manifestent leur soutien.

Déterminés à se faire respecter, les salariés s'organisent pour tenir bon. Leur action collective et leurs liens de solidarité sont la meilleure protection contre les agissements du prochain repreneur, quel qu'il soit!

Correspondant LO

Ondulys – Saint-Quentin : contre la chasse aux syndiqués

Le 11 septembre, à Morcourt, près de Saint-Quentin dans l'Aisne, un peu moins d'une centaine de militants et de sympathisants de la CGT se sont réunis devant la cartonnerie Ondulys, pour protester contre la chasse aux syndiqués menée par la direction.

Cette cartonnerie qui regroupe 170 salariés environ fait partie d'un groupe qui possède onze sites. Le patron prend bien des libertés avec les conditions de travail et d'hygiène, les heures supplémentaires. Il considère comme un délit l'arrivée d'un syndicat qui ose dénoncer ses méfaits et remettre en cause son autorité, et depuis le début il cherche à intimider ceux qui s'y rallient.

En moins de six mois,

deux syndiqués ont déjà été licenciés et maintenant un troisième est convoqué pour un entretien préalable à licenciement. Il a été dispensé de travailler dès la réception de la lettre.

Ce genre de situation n'est pas un cas isolé dans le département.

En mai dernier, la direction de l'entreprise de fabrication de sandwiches Daunat avait tenté de licencier treize salariés grévistes suscitant des réactions dans l'entreprise. À Florépy, une pâtisserie industrielle, plusieurs délégués sont menacés de licenciement.

Dans ce contexte, la réussite de ce rassemblement est un encouragement pour tous ceux qui cherchent à s'organiser.

Correspondant LO

CHRU – Nancy : non aux suppressions de postes

Mardi 11 septembre, 400 agents des hôpitaux de Brabois à Nancy se sont rassemblés à l'appel des syndicats CFDT, CGT, FO et CFTC. La veille, les agents de l'Hôpital central avaient, eux, manifesté à 200. Tous protestent contre le plan de suppressions de postes et le refus du gouvernement de financer le centre hospitalier (CHRU).

Il n'y avait pas eu de rassemblement de cette ampleur depuis 2008. Ces dernières années de nombreuses restructurations ont eu lieu sans que les réactions dépassent les services directement concernés. Cette fois c'est l'annonce de nouvelles suppressions de postes et surtout les menaces qui planent sur l'avenir du CHRU lui-même qui ont provoqué cette mobilisation. Ont compté également le fait que tous les syndicats appelaient au même moment et la détermination avec laquelle s'est investie la CFDT, le syndicat majoritaire. De nombreux services étaient représentés, ce qui montre que tout le monde se sent concerné, y compris les cadres, dont certains ont dit autour d'eux qu'il fallait aller au rassemblement.

En juillet, le Copermo, le « Comité interministériel pour la performance et la modernisation des soins », l'organisme gouvernemental qui est chargé d'autoriser le versement de crédits aux hôpitaux, a en effet déclaré que le CHRU de Nancy est « en quasi-faillite ». Cela

pour refuser l'enveloppe de 380 millions d'euros qui devait être accordée au début de l'été pour financer le regroupement de tous les services sur le site de Brabois. Le gouvernement exige que

le CHRU fasse plus d'économies, donc qu'il supprime encore plus de postes car, pour les gestionnaires qui dirigent le système hospitalier, c'est là la principale variable d'ajustement des plans d'économies.

Entre 2015 et 2017, le CHRU a déjà supprimé 400 postes, et la direction se proposait d'en supprimer 400 autres d'ici à 2021, mais cela ne suffirait pas ! Le conseil de surveillance lui-même a protesté contre

ces nouvelles exigences.

Depuis une dizaine d'années, le CHRU accumule les déficits, tout comme de nombreux hôpitaux publics, et sa dette augmente d'année en année, ce qui fait l'affaire des banques, qui s'enrichissent ainsi aux dépens du système de santé.

Avec la « tarification à l'activité », la T2A, instaurée à partir de 2004, les hôpitaux n'ont plus un budget attribué par l'État mais doivent se financer par leur activité.

Ainsi, ces services publics qui accueillent tous les malades devraient d'abord être rentables ! De plus, les tarifs de remboursement fixés par le ministère de la Santé étant en baisse, le CHRU ne se sort pas des déficits malgré les plans d'économies successifs.

Pour ses conditions de travail et dans l'intérêt des patients, le personnel s'oppose à cette politique qui détruit l'hôpital.

Correspondant LO



Rassemblement au CHRU Brabois, le 11 septembre.

Toyota-Onnaing : ils ne manquent pas d'air... ni d'argent !

Dans le Nord, la presse régionale s'est fait complaisamment l'écho des supposées difficultés de recrutement dans l'industrie, dans l'automobile et chez Toyota notamment.

Des organismes de formation professionnelle sont même appelés au secours du numéro 1 de l'automobile (19 milliards d'euros de bénéfices l'an dernier) pour proposer aux chômeurs une nouvelle formation gratuite, financée par le conseil régional, pour devenir opérateur de production chez Toyota !

Les chômeurs doivent ainsi supporter des diaporamas pour les « sensibiliser » aux « difficultés de recrutement et de fidélisation du personnel » que rencontreraient Toyota et d'autres constructeurs automobiles !

Les constructeurs automobiles ne recrutent quasiment plus de personnel

directement en contrat à durée indéterminée. Avant de pouvoir obtenir un CDI, à part pour quelques emplois très qualifiés, c'est un vrai parcours du combattant qui dure des années en intérim et en contrat à durée déterminée.

Sont largement connues aussi les conditions de travail abrutissantes, notamment chez Toyota, qui font qu'on peut se démolir les tendons, les articulations, le dos... en quelques semaines de travail seulement.

Dans les autres entreprises c'est la même chose. Il faut tout le cynisme d'un Carlos Tavares, PDG de PSA, pour exiger des salariés de l'usine PSA de Valenciennes



PLANÈTE BUSINESS

de pratiquement doubler la production, quasiment sans embauche ni moyen supplémentaire. Le lendemain de sa visite dans cette usine de boîtes de vitesses, un intérimaire de 21 ans était écrasé par une charge tombée d'un chariot élévateur pas adapté ; blessé gravement, il est toujours en soins intensifs à

l'hôpital.

Et puis, partout les salaires sont très insuffisants pour vivre correctement. Malgré les milliards engrangés par les actionnaires de Renault, PSA et Toyota, chaque direction d'usine tire les salaires vers le bas, en diminuant ou supprimant des primes, en ne

payant plus des heures supplémentaires et des majorations sous couvert d'accords de modulation du temps de travail.

Alors, Toyota et les autres constructeurs automobiles peuvent se plaindre, mais ils sont en train de préparer les futures révoltes.

Correspondant LO

Laurent Retread – Avallon : agitation dans le pneu rechapé



ESPACIO PRENSA

Laurent Retread, à Avallon, dans l'Yonne, est une usine de 500 personnes environ, qui effectue le rechapage de pneus poids lourds ; elle a été rachetée en 2015 par Michelin.

Vendredi 31 août, la direction de l'usine a renvoyé chez eux presque tous les ouvriers des ateliers de cuisson et de finition des pneus, en expliquant que le groupe Michelin, qui rachète tous les pneus du type « achat », avait décidé de ne plus honorer sa commande parce qu'il avait, paraît-il, atteint ses quotas.

Puis, la semaine suivante, tous les ouvriers ont eu la surprise d'être convoqués, atelier par atelier, par le contremaître. Il leur a parlé en plein milieu de l'usine, devant tout le monde, mégaphone et schémas sur écran

à l'appui. Il leur a longuement reproché leur manque de productivité, les accusant de mettre l'usine en péril. Pourtant les stocks de pneus finis sont pleins et le stock de carcasses à rechapier diminue à vue d'œil, ce qui prouve s'il en était besoin que les ouvriers incriminés avaient fait leur travail. Cela ne l'a pas empêché de les accuser d'avoir fait perdre 150 000 euros à l'entreprise et de dire qu'ils devraient dorénavant augmenter leur objectif de production de 50%.

Michelin se plaint d'avoir atteint ses quotas, pas de

manquer de production. De toute évidence, le contremaître a perdu les pédales et la direction a dû le rappeler à l'ordre les jours suivants. Le vendredi 7 septembre, il suppliait les ouvriers qu'il avait convoqués de bien vouloir faire des heures supplémentaires en semaine, les week-ends étant déjà travaillés. Il est même allé jusqu'à faire rappeler des ouvriers en vacances pour qu'ils reviennent à l'usine.

Il est évident que le groupe Michelin, qui a racheté Laurent Retread pour maîtriser davantage le marché du pneu rechapé, veut faire le ménage dans ce secteur fortement concurrentiel, face à d'autres grands groupes comme Continental ou Bridgestone mais aussi face aux fabricants asiatiques comme Hankook dont les pneus, neufs, sont moins chers que les rechapés européens.

Le groupe Michelin fait des pneus Laurent sa marque low cost de pneus rechapés mais voudrait aussi que ce soit rentable pour lui, sans faire de la concurrence aux pneus Michelin eux-mêmes, réputés relativement haut de gamme. Les travailleurs n'ont pas à en faire les frais.

Correspondant LO

Alstom – Belfort : le patron reconnu responsable de deux décès

Deux travailleurs d'Alstom à Belfort sont morts il y a cinq ans, suite des maladies liées à l'amiante, dont l'origine professionnelle a été reconnue.

Les familles des victimes avaient attaqué Alstom au TASS (tribunal des affaires de Sécurité sociale) pour faire reconnaître la faute inexcusable de l'employeur. Il y a quelques mois, le verdict est tombé : Alstom était condamné à verser des indemnités pour dommages et intérêts aux familles de ces travailleurs et reconnu coupable pour faute inexcusable.

L'amiante a été utilisé massivement dans tous les ateliers d'Alstom Belfort, sans protection, sans que les travailleurs soient prévenus. Depuis 2007, le site Alstom de Belfort a été reconnu par le ministère du Travail comme site amianté, donnant la possibilité à beaucoup de travailleurs de partir plus tôt en retraite.

Un des travailleurs décédés avait travaillé dans l'atelier d'isolation haute tension (IHT) où en 1996 avait éclaté une grève pour refuser l'utilisation d'isolants amiantés. Cette grève s'était conclue avec le remplacement de l'amiante par un autre isolant. Mais

les ouvriers de ce secteur s'étaient aperçus qu'en 1993 le patron leur avait fait isoler le même type de barres avec de l'amiante, sans protection, sans respecter la législation pourtant peu contraignante.

Une trentaine de ces salariés avaient alors attaqué Alstom au tribunal des prud'hommes pour non respect de la législation et ils avaient obtenu la condamnation de l'employeur. En 1997, suite à la mort ou à la maladie de plusieurs travailleurs d'Alstom Belfort, une plainte au pénal a été déposée, mettant en cause les pouvoirs publics pour avoir couvert les industriels utilisant l'amiante.

Depuis 21 ans, cette plainte est restée lettre morte. D'autre part, depuis quatre ans, 1 600 travailleurs du site sont aux Prud'hommes en vue d'obtenir des indemnités au titre du préjudice d'anxiété. La direction a tout fait pour faire traîner cette procédure. Sans commentaire.

Correspondant LO

SNCF : à Lyon, un recul de la direction

Vendredi 7 septembre, plus de 300 personnes se sont rassemblées devant la tour de bureaux In City, à l'appel de SUD-Rail et de la CGT, pour soutenir une contrôleuse SNCF menacée de licenciement.

Derrière cette menace qui vise une cheminote respectée car elle ne se laisse pas faire par la hiérarchie, la direction cherche à se venger et à reprendre la main après la grève du printemps dernier. D'ailleurs, dans tout le pays, les menaces de radiation contre des militants et des travailleurs combattifs se multiplient, à Grenoble, Nîmes, Bayonne, Rennes ou dans les Hauts-de-France.

Les cheminots qui se sont rassemblés à Lyon, rejoints par des militants

venus d'autres villes, de Paris notamment, faisaient partie des plus actifs de la grève. Se retrouver pour

À Sotteville, victoire des conducteurs

Après 54 jours de grève reconductible, les conducteurs de trains de Sotteville, chargés du transport de marchandises pour le port de Rouen, ont fait reculer leur direction.

Le conflit a débuté le 11 juin dernier. Les dirigeants du fret de Sotteville avaient décidé d'augmenter fortement la charge de travail des conducteurs, ce qui aurait entraîné des suppressions de postes. En parallèle,

défendre cette collègue était aussi l'occasion de discuter des attaques à venir de la direction et du gouvernement. Si la direction de la SNCF cherche à sanctionner les plus combattifs, c'est qu'elle craint de nouvelles réactions collectives quand

elle voudra appliquer sa réforme ferroviaire. Car, si elle a gagné une première manche en juin, les cheminots n'ont pas été défaits.

À la sortie du conseil de discipline, les syndicats ont annoncé qu'il n'y aurait pas de licenciement. On ne sait

encore quelle sera la teneur précise de la sanction s'il y en a une, mais cette annonce apparaît comme un recul de la direction, qui ne s'attendait visiblement pas à une telle réaction de solidarité des travailleurs.

Correspondant LO

ils voulaient également baisser leur rémunération de 10%.

Grâce à leur détermination et à la solidarité, exprimée par des jours de grève, des travailleurs du rail d'autres sites, les conducteurs ont fini par l'emporter. Ce recul s'explique aussi par la campagne céréalière de cet été. En effet, la spécificité du trafic céréalière, qui représente la majeure partie de l'activité du site, et son poids économique

ont fait monter la pression sur la SNCF : les silos n'étaient pas encore vides de la campagne céréalière de 2017 alors que la moisson battait son plein.

La direction a dû céder en remballant son projet de réorganisation du travail et en maintenant les salaires. Les cheminots de Sotteville ont montré leur capacité à se battre et à se faire respecter.

Correspondant LO

TAO - Orléans : manifestation réussie

Jeudi 6 septembre, dès cinq heures du matin, 80 salariés de la TAO (Transports en commun de l'agglomération orléanaise) étaient présents au piquet de grève organisé par leurs syndicats pour dénoncer la dégradation de leurs conditions de travail et les suppressions de postes. 48 heures avant, 180 agents s'étaient déclarés grévistes.

Le réseau de tram et bus TAO qui dessert Orléans et vingt-et-une communes limitrophes est géré par Keolis, filiale de la SNCF. Depuis plusieurs années les directions successives ont multiplié les attaques contre les

conditions de travail. Avec Keolis, les suppressions de postes se sont enchaînées, ainsi que les changements de planning, avec les grandes amplitudes de travail qui fatiguent tout le monde. Comme le lançait un manifestant : « Nos familles sont autant épuisées que nous ! »

À 7 heures, ils étaient un peu plus de 200 à s'élancer dans la rue pour faire entendre leur mécontentement, conducteurs, agents de maintenance, personnel administratif, des cadres de la société, ainsi que quelques autres militants. Les premiers slogans montraient que les grévistes veulent avancer au rythme choisi par eux, pas à celui des cadences imposées : « Nous ne sommes pas sur un temps de

parcours de la direction ! »

Les travailleurs en grève réclamaient aussi des conditions de travail dignes : « Des WC dignes de ce nom sur toutes les lignes ! » ou « Pas de l'eau tiède à boire quand il fait si chaud ! », minimum que la direction ne leur assure même pas. De son côté, un cadre gréviste dénonçait le « management toxique » que la direction souhaite qu'il impose.

Dans l'après-midi, une délégation a rencontré le maire d'Orléans, mais à la fin des prises de parole intersyndicales, un militant donnait déjà rendez-vous aux manifestants en vue d'autres actions de ce genre qui seront nécessaires pour faire plier la direction.

Correspondant LO



Ehpad - Territoire de Belfort : "On n'en peut plus!"

Dans tous les secteurs du Centre hospitalier de soins de longue durée du Chênois à Bavilliers, dans le Territoire de Belfort, qui est maintenant regroupé avec l'Hôpital Nord Franche-Comté, la coupe est pleine.

Le sous-effectif permanent s'aggrave partout, de jour comme de nuit. Fréquemment « en tension », c'est même l'effectif minimum qui n'est pas assuré, pour pouvoir travailler et soigner humainement et en sécurité les 395 patients et résidents âgés.

Les accidents de travail, les burn-out, les arrêts maladie explosent; les remplacements se raréfient. Après les deux mois d'été durant lesquels les congés ont été encore moins remplacés que les années précédentes, la situation a empiré comme jamais.

Ce sont des journées dépassant les 11 heures d'amplitude, des soignants rappelés durant leurs congés, et pouvant enchaîner huit week-ends de travail consécutifs, des horaires qui changent sans arrêt, des heures supplémentaires en pagaille.

Début septembre, le personnel a décidé de protester et de dénoncer son épuisement et la maltraitance de résidents qui payent 2400 euros par mois pour leur hébergement (fournitures de toilette en plus), quand ils ne sont douchés que tous les quinze jours, voire une

fois par mois; ils ne peuvent être levés tous les jours, le service des repas s'apparente à du gavage tant il doit être expédié, le ménage n'est pas toujours fait quotidiennement dans les chambres, etc. Il manque au moins vingt postes de soignants au Chênois; le budget 2018 pour les remplacements, fixé à

700 000 euros, est épuisé.

Mercredi matin 5 septembre, appelé à la grève par la CGT, le personnel de tous les services, logistiques, administratifs, des soignants de tous les secteurs, dont beaucoup étaient assignés, était nombreux au rassemblement organisé devant le bâtiment principal, sous les

fenêtres de la direction.

Avec le soutien de retraités, de résidents qui sont sortis de leur chambre, tous ont réclamé du personnel en plus, et dénoncé ce gouvernement qui poursuit une politique d'économie scandaleuse dans les Ehpad et les hôpitaux.

Correspondant LO



Hôpitaux psychiatriques : pour le maintien des horaires et des repos

Dans les hôpitaux psychiatriques parisiens, le projet publié par la direction en juin dernier réduirait à 7 h 30 l'horaire journalier pour supprimer des RTT et reviendrait sur certains jours de congés, soit au total une dizaine de jours de repos en moins par an.

Le prétexte avancé est d'harmoniser les trois établissements, Sainte-Anne, Maison-Blanche et Perroy-Vaucluse, qui seront regroupés au sein d'un groupement hospitalier universitaire (GHU) à partir de janvier 2019.

Mardi 11 septembre, l'assemblée des trois établissements a rassemblé 150 personnes. En apprenant que le directeur avait réaffirmé qu'il ne bougerait pas de sa ligne rouge, la réduction de l'horaire à 7 h 30, plusieurs participants se sont inquiétés que la revendication de maintien des horaires soit abandonnée par les responsables syndicaux. « On ne va pas faire le deuil de nos horaires, il faut dire au directeur qu'on n'accepte pas les 7 h 30 ! » a dit l'une, « Il ne faut pas lâcher sur nos horaires sous prétexte de gratter quelques à-côtés » a dit un autre. Forte de son expérience de lutte collective contre la fermeture d'un service d'une structure à

Neuilly-sur-Marne, une intervenante a affirmé : « Une ligne rouge est faite pour être franchie ! », suscitant les applaudissements. La reconduction du préavis de grève et l'organisation d'une action prochaine ont été approuvées à main levée. La préoccupation générale de l'assistance était de trouver comment continuer le mouvement.

La veille, l'assemblée générale s'était transformée en cortège de 200 personnes jusque dans la salle où se déroulait la discussion direction-syndicats. Comme le directeur avait déclaré le matin : « Pour aller au-delà des 7 h 30, il faudra me faire démissionner, j'en fais une affaire personnelle », tout le monde criait : « Chassaniol démission, on préfère nos RTT ».

Cela faisait suite au succès du jeudi 6 septembre, journée de grève et de manifestation des établissements du GHU en gestation. Selon les chiffres de la

direction centrale, il y aurait eu 1063 grévistes dont 255 réquisitionnés, soit 37 % de l'effectif de ce jour-là, sur un total de 5500. À près d'un millier, le cortège était dynamique et fraternel, chantant en chœur : « On est là, même si vous le voulez pas, on est là pour la défense des repos et l'avenir de nos hostos ! » Dans le cortège, il y avait beaucoup de blouses blanches décorées de slogans et de dessins, ainsi que de pancartes et banderoles écrites à la main exprimant le ras-le-bol général : « Soignants surmenés, patients en danger », « Non à l'usine à soins », « De l'humain pour les soins », etc.

En ce début septembre, ces journées réactivent la mobilisation amorcée en juin. Des assemblées réunissant jusqu'à 250 participants s'étaient tenues, calées sur les prétendues négociations fixées par la direction. La mobilisation s'était ensuite poursuivie sous forme de banderoles faites et accrochées par les équipes de tous les lieux de soins dispersés dans Paris. Photos et informations avaient continué à circuler pendant l'été, même de la



Manifestation du 6 septembre 2018 à Paris.

part de ceux qui étaient en vacances, notamment sur la page Facebook collective « La psychiatrie parisienne unifiée (PPU) ». Soutien et nouvelles s'échangeaient avec les autres hôpitaux psychiatriques mobilisés, d'Amiens, de Rouen, du Havre, qui sont venus en renfort à une cinquantaine à la manifestation parisienne du 6 septembre.

De son côté, la direction continue sa propagande contre ce qu'elle nomme « les idées reçues ». Le 4 septembre, elle a organisé une réunion de cadres supérieurs pour les dissuader de soutenir la journée du 6, en leur faisant miroiter un traitement de faveur pour leurs RTT. Mais cela

ne marche qu'à moitié. Tandis que certains cadres ont réquisitionné des grévistes au-delà de l'effectif habituel, d'autres continuent à se sentir malmenés par le projet de la direction et donc du côté de la mobilisation, de même que quelques médecins.

Il est évident que la direction veut augmenter les jours travaillés pour masquer la centaine de postes perdus depuis 2014 ainsi que la centaine de postes vacants faute d'embauche. C'est un enjeu qui concerne tous les hôpitaux, leurs travailleurs comme leurs patients, et au-delà, la société elle-même.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal septembre 2018.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, merci de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme

tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Pour les malvoyants
www.lutte-ouvriere-audio.org

Septembre 1938, la fondation de la Quatrième Internationale

Le 3 septembre 1938 était proclamée la naissance de la Quatrième Internationale, avec pour texte fondateur le Programme de Transition, rédigé par Léon Trotsky. Dirigeant de la Révolution russe aux côtés de Lénine, irréductible opposant à Staline qui avait éliminé tous ses adversaires, en particulier ceux de l'Opposition de gauche, Trotsky restait le seul dirigeant capable de donner des perspectives révolutionnaires aux militants de la classe ouvrière et aux travailleurs de tous les pays.

Non que la révolution lui semblât imminente. Sursaut de juin 1936 vite retombé en France, victoire de Franco en Espagne, fascistes et nazis au pouvoir en Italie et en Allemagne: les travailleurs, les populations, étaient partout attaqués, ou écrasés. Aucun des partis se réclamant de la classe ouvrière ne lui avait proposé autre chose que l'unité avec les partis bourgeois et les illusions du Front populaire. La défaite sans combat du Parti communiste allemand devant Hitler en 1933 avait démontré qu'il n'était plus

possible de redresser ni la Troisième Internationale ni ses sections nationales. Il fallait en créer d'autres.

Dans ce monde miné par la crise de 1929, plongé en plein chaos économique et politique, en marche vers la guerre, Trotsky tentait de regrouper des militants autour d'un programme condensant les principes et les acquis des bolcheviks, les seuls à avoir mené jusqu'au bout leur politique révolutionnaire. «*En partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe*

ouvrière», ce programme et ces revendications transitoires visaient à faire le lien entre les luttes quotidiennes des travailleurs et le combat pour la prise du pouvoir par le prolétariat.

Aujourd'hui encore, le monde capitaliste est en crise: les guerres, la misère croissante ou l'inflation galopante jettent des peuples entiers sur les routes. Même dans les pays développés, la classe dominante ne se maintient qu'en pressurant toujours davantage les travailleurs. Et les revendications transitoires restent d'actualité: l'échelle mobile des salaires pour résister à l'inflation, l'échelle mobile des heures de travail contre le chômage, le contrôle ouvrier sur les entreprises, l'abolition des secrets bancaires et commerciaux sur les affaires d'une bourgeoisie incapable de contrôler son propre système.

Le Programme de Transition de la Quatrième

Internationale reste le seul programme marxiste, révolutionnaire, qui propose, non un catalogue de revendications économiques, mais une perspective de lutte politique fondée sur la conviction que seule la classe ouvrière peut renverser le capitalisme et transformer la société à l'échelle mondiale. C'est ce programme que les militants révolutionnaires doivent

continuer à défendre et que les travailleurs devront mettre en avant quand ils reprendront le chemin de la lutte, jusqu'au moment où, comme l'exprimait déjà un des textes des premiers congrès de l'Internationale communiste, «*la classe ouvrière prendra conscience de cette vérité que, si elle veut vivre, le capitalisme doit mourir.*»

Sylvie Maréchal

Cercle Léon Trotsky 80 ans après la fondation de la Quatrième Internationale

Le trotskisme, seul programme
pour l'émancipation des exploités

Vendredi 19 octobre à 20 h 30

Palais de la Mutualité
24, rue Saint-Victor - Paris 5^e
Métro: Maubert-Mutualité

Participation aux frais: 3 €

Climat: les pyromanes ne seront pas les pompiers

Samedi 8 septembre, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont participé à des marches pour le climat, organisées à l'appel de plusieurs ONG. Au même moment, une tribune signée par 700 scientifiques appelait les «*décideurs politiques*» à agir pour limiter le réchauffement climatique, quelques jours après la publication d'une tribune sur le même sujet de 200 artistes, elle aussi adressée aux politiques.

Ces différentes initiatives expriment une inquiétude légitime face au risque grave que représente pour l'humanité le réchauffement du climat. Elles ont en commun d'appeler aux pouvoirs politiques pour qu'ils prennent les mesures qui s'imposent

mais cette perspective est sans espoir.

Pour limiter les rejets de gaz à effet de serre responsables du réchauffement, il faudrait modifier toute l'organisation économique, il faudrait rompre avec la recherche du profit privé immédiat qui est la seule

loi dans cette société et qui permet aux possesseurs de capitaux de faire ce qu'ils veulent du moment que cela leur rapporte et quelles qu'en soient les conséquences pour la planète. Ce ne sont sûrement pas les «*politiques*», c'est-à-dire les États et organisations internationales, entièrement soumis aux décideurs des groupes capitalistes, qui imposeront cette rupture. Vingt-quatre conférences successives organisées par l'ONU le prouvent abondamment: les discours n'ont rien fait, ni les congratulations; malgré tous les avertissements, les émissions de gaz à effet de serre

ont continué à augmenter, confirmant que ce système économique est un danger

pour la planète, et pour toute l'humanité.

Claire Dunois



Aide au développement: au profit des capitalistes français

Début septembre, Macron, par la bouche du ministre des Affaires étrangères Le Drian, a annoncé une augmentation d'un milliard d'euros de l'aide publique au développement apportée par la France aux pays pauvres.

Cette annonce faite en grande pompe reprend une promesse du candidat Macron sans y correspondre car, même ainsi, elle n'arrive pas au 0,7% du PIB promis. Ce qui est nouveau aussi, c'est la promesse de multiplier les dons plutôt

que les prêts, en particulier aux pays dits du G5 Sahel, c'est-à-dire ceux dans lesquels l'armée française intervient depuis 2013.

Loin d'être une aubaine, ce milliard pourrait s'avérer un cadeau empoisonné. En effet, l'aide publique au

développement est en fait un des biais par lesquels le capitalisme français maintient sa domination, en particulier en Afrique.

Cette aide a toujours été utilisée pour favoriser des groupes capitalistes français en alimentant la corruption des régimes alliés de la France. Sous forme de prêts à l'investissement, toujours conditionnés, elle a servi de paravent à des projets inutiles pour les populations locales mais rentables pour

des industriels d'ici. Elle a même été un des facteurs de l'endettement de bien des pays. Certains se sont ainsi vu non seulement pourvus de constructions absurdes, nommées des «*éléphants blancs*» en Afrique, mais étranglés par le remboursement de ces prêts et des intérêts afférents.

Le gouvernement parle de dons et non de prêts, mais comme toujours il s'apprête à gérer les sommes de l'aide dans la plus grande opacité.

Rien ne permet donc de croire que le fonctionnement de ce système bien huilé depuis des décennies va changer. D'autant plus que, si ces sommes sont ridicules au vu des besoins des populations, qui de toute façon n'en voient jamais la couleur (146 milliards pour 150 pays), elles le sont moins pour les Bouygues, Dassault et Bolloré qui les récupèrent en bout de course.

Marion Ajar